

**TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

Burkina Faso  
Unité - Justice - Progrès

Ministère de l'Economie, des Finances et  
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique  
et de la Démographie (INSD)



**TBE n° 03/2019**

***Tableau de bord de l'Economie***

**au 3<sup>ème</sup> trimestre 2019**

**Décembre 2019**

## SOMMAIRE

<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>10</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>15</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>19</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>23</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>24</b>

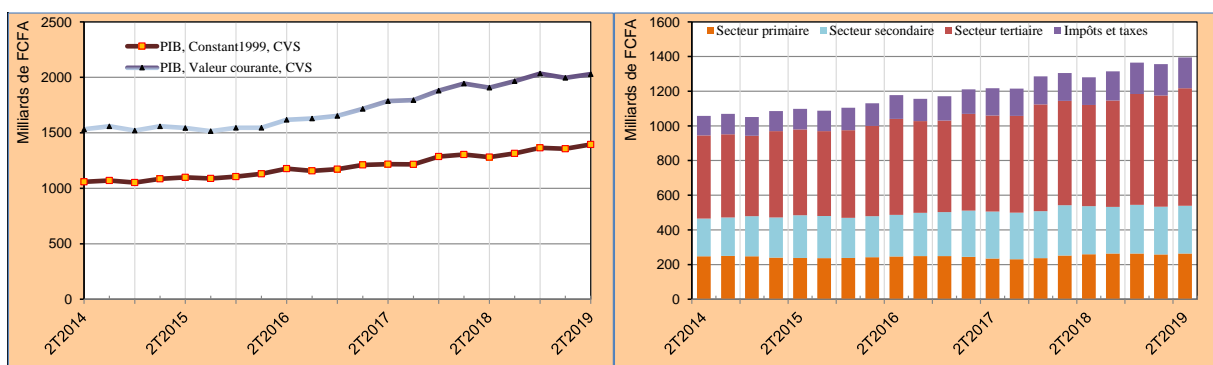
## Secteur réel

Au troisième trimestre 2019, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 0,9% par rapport au trimestre précédent et de 4,9% par rapport au troisième trimestre 2018. La baisse en glissement trimestriel est essentiellement imputable au recul des prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-2,7%) et de ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,3%). Les autres fonctions ont connu une relative stabilité de leurs prix (entre -0,6% et +0,2%).

Au deuxième trimestre 2019, le PIB réel augmente de 2,8% par rapport au trimestre précédent après la baisse de 0,6% enregistré au premier trimestre de l'année 2019. Cette hausse de l'activité économique au cours du deuxième trimestre 2019 résulte d'une bonne tenue de l'activité dans les secteurs tertiaire (+5,7%), primaire (+2,3%) et un recul de l'activité du secteur secondaire (-0,3%). Quant à l'activité industrielle, l'année 2019 est marquée par un repli de la production. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'établit en effet à 166,5 au deuxième trimestre 2019, en baisse de 3,4% en glissement trimestriel et de 3,2% par rapport au deuxième trimestre 2018. Ce recul de l'activité industrielle est imputable principalement à la baisse de la production dans les industries textiles et

### COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2019	2019	trimestriel	annuel
<b>Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières</b>							
<b>Secteur primaire</b>	<b>260,0</b>	<b>263,8</b>	<b>263,4</b>	<b>257,9</b>	<b>263,8</b>	<b>2,3%</b>	<b>1,5%</b>
Agriculture	139,8	142,7	141,4	135,0	140,3	3,9%	0,4%
Elevage	89,8	90,5	91,2	91,9	92,5	0,6%	2,9%
Sylviculture, pêche et chasse	30,4	30,6	30,8	31,0	31,1	0,5%	2,2%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>276,6</b>	<b>269,2</b>	<b>281,1</b>	<b>275,6</b>	<b>274,9</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-0,6%</b>
Extraction	50,0	45,5	53,2	52,4	50,2	-4,2%	0,4%
Industrie manufacturière	97,7	98,1	101,4	102,8	104,5	1,6%	6,9%
Agroalimentaire	55,5	56,1	59,6	61,1	62,8	2,8%	13,1%
Egrenage et fabrication de textiles	5,2	5,0	4,8	4,7	4,7	-1,2%	-9,5%
Bois et métaux	19,3	19,1	18,9	18,8	18,8	-0,8%	-3,6%
Autres industries manufacturières	17,8	17,9	18,1	18,2	18,4	0,9%	3,7%
Energie	33,1	30,4	32,8	30,0	32,3	7,7%	-2,5%
BTP	95,7	95,1	93,7	90,3	87,9	-2,7%	-8,2%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>584,4</b>	<b>613,3</b>	<b>640,1</b>	<b>642,3</b>	<b>678,8</b>	<b>5,7%</b>	<b>16,2%</b>
Services marchands	333,5	336,8	339,0	355,9	359,1	0,9%	7,7%
Commerce	126,4	128,0	129,7	129,7	130,9	0,9%	3,6%
Hôtellerie et restauration	11,2	11,2	11,3	11,3	11,3	0,0%	0,3%
Transports	10,6	10,7	10,8	10,8	11,0	1,5%	3,4%
Télécommunication	80,7	79,3	71,5	90,8	88,0	-3,0%	9,1%
Services financiers	49,5	50,9	55,6	54,7	56,0	2,3%	13,0%
Autres services marchands	55,0	56,7	60,0	58,6	62,0	5,8%	12,7%
Services non marchands	281,4	307,8	335,2	320,1	354,0	10,6%	25,8%
Administrations publiques	259,6	286,0	313,2	298,0	331,8	11,4%	27,8%
Autres services non marchands	21,8	21,9	22,0	22,1	22,2	0,4%	1,7%
SIFIM	-30,5	-31,3	-34,1	-33,6	-34,4	2,2%	12,8%
<b>Impôts et taxes</b>	<b>159,2</b>	<b>168,4</b>	<b>180,6</b>	<b>180,8</b>	<b>177,7</b>	<b>-1,7%</b>	<b>11,6%</b>
<b>PIB, Constant1999, CVS</b>	<b>1 280,2</b>	<b>1 314,7</b>	<b>1 365,1</b>	<b>1 356,6</b>	<b>1 395,2</b>	<b>2,8%</b>	<b>9,0%</b>
<b>PIB, Valeur courante, CVS</b>	<b>1 906,8</b>	<b>1 965,3</b>	<b>2 033,6</b>	<b>1 995,9</b>	<b>2 029,3</b>	<b>1,7%</b>	<b>6,4%</b>



Au deuxième trimestre 2019, le PIB réel augmente de 2,8% par rapport au trimestre précédent après la baisse de 0,6% enregistré au premier trimestre de l'année 2019. Cette hausse de l'activité économique au cours du deuxième trimestre 2019 résulte d'une bonne tenue de l'activité dans les secteurs tertiaire (+5,7%), primaire (+2,3%) et un recul de l'activité du secteur secondaire (-0,3%).

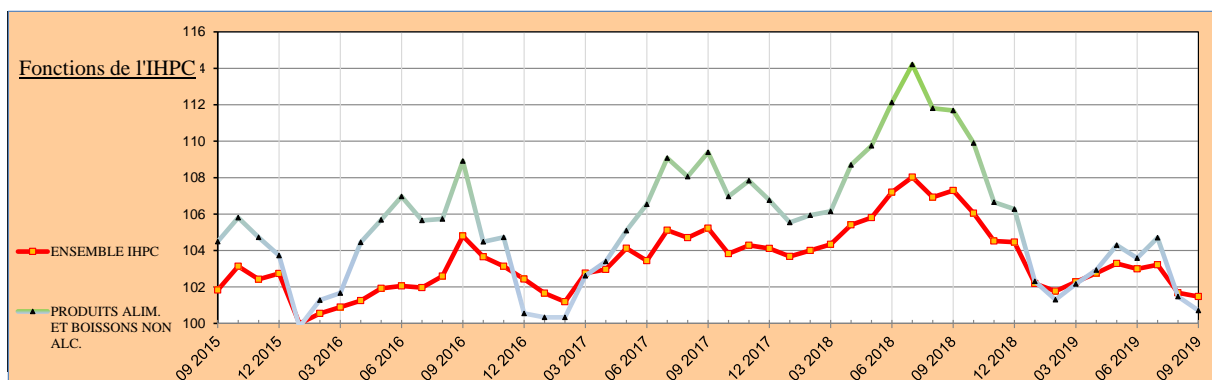
Cette hausse de l'activité économique au cours du deuxième trimestre 2019 dans le secteur primaire est imputable à sa baisse dans le sous-secteur de l'agriculture (+3,9%) et une légère hausse dans les sous-secteurs de l'élevage (+0,6%) et de la sylviculture (+0,5%). La croissance négative dans le secteur secondaire, s'explique par une baisse de la valeur ajoutée dans les secteurs des industries extractives (-4,2%), du BTP (-2,7%) malgré une hausse constatée dans l'énergie (+7,7%) et dans les industries manufacturières (+1,6%). Les bonnes performances constatées dans le secteur tertiaire sont imputables à une hausse de la croissance dans les sous-secteurs des « services non marchands » (+10,6%) suivie d'une baisse de l'activité des « services marchands » (+0,9%). En revanche, les services des télécommunications ont enregistré une baisse de 3,0%.

Comparée au deuxième trimestre de 2018, la croissance du PIB réel est ressortie à -1,9% en lien avec une mauvaise tenue de l'activité économique dans le secteur secondaire (-4,7%) et dans le secteur tertiaire (-2,8%) en dépit d'une bonne performance dans le secteur primaire (+3,0%).

Source : MINEFID / INSD

**INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)**

IHPC Trimestriel Base 100 = 2014	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>107,4</b>	<b>105,0</b>	<b>102,1</b>	<b>103,0</b>	<b>102,1</b>	<b>-0,9%</b>	<b>-4,9%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	112,6	107,6	101,9	103,6	102,3	-1,3%	-9,1%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	131,1	130,3	128,2	133,3	129,7	-2,7%	-1,1%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	100,5	100,8	101,3	101,2	101,3	0,1%	0,8%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	96,4	97,1	98,1	98,7	98,1	-0,6%	1,7%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	101,2	101,0	101,2	101,2	101,2	0,0%	0,0%
SANTE	100,3	100,3	100,4	100,4	100,4	0,0%	0,1%
TRANSPORTS	97,4	98,8	99,5	99,4	99,3	-0,1%	1,9%
COMMUNICATION	110,0	110,5	98,8	98,8	98,5	0,1%	-10,4%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	102,3	102,3	101,5	101,2	101,1	-0,1%	-1,2%
ENSEIGNEMENT	103,2	104,6	104,6	104,6	104,6	0,0%	1,4%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	103,5	104,0	105,3	105,0	104,8	-0,1%	1,3%
AUTRES BIENS ET SERVICES	100,2	100,3	100,6	100,6	100,8	0,2%	0,6%



Au troisième trimestre 2019, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 0,9% par rapport au trimestre précédent et de 4,9% par rapport au troisième trimestre 2018.

La baisse en glissement trimestriel est essentiellement imputable au recul des prix des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-2,7%) et de ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,3%). Les autres fonctions ont connu une relative stabilité de leurs prix (entre -0,6% et +0,2%).

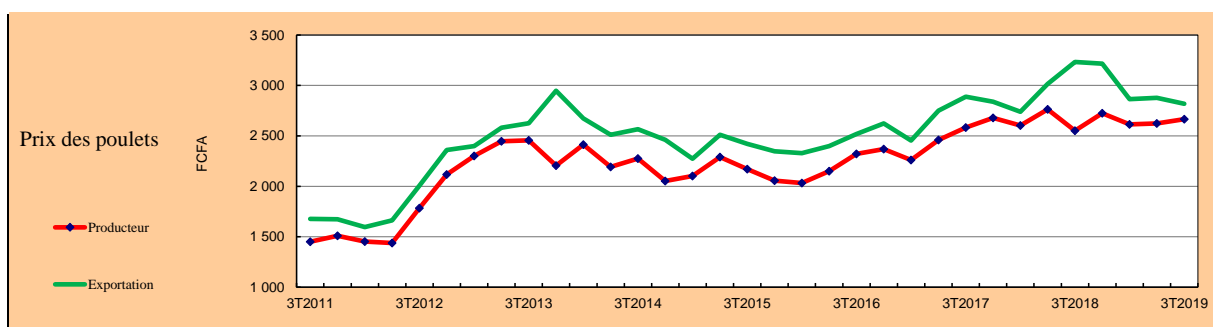
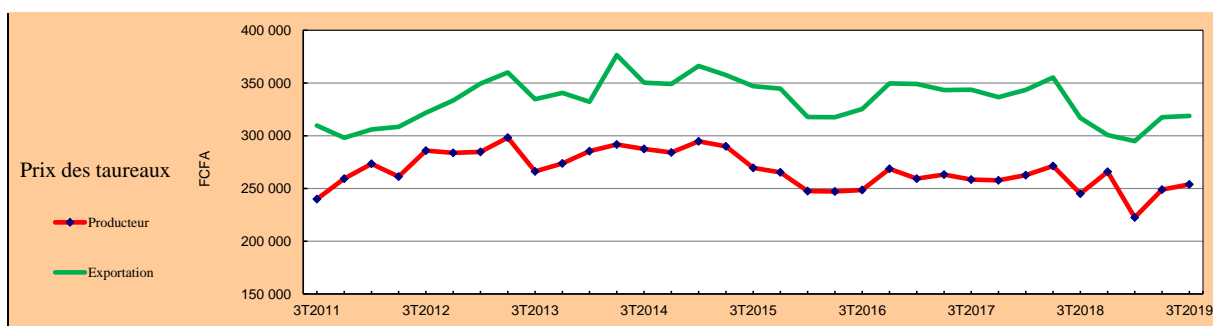
La baisse en glissement annuel quant à elle est expliquée principalement par le fléchissement des prix des services de communication (-10,4%) et de ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-9,1%). On note cependant que le troisième trimestre 2019 a connu une hausse des prix des services de transport (+1,9%), des services de logement (+1,7%) ainsi que des services d'enseignement (+1,4%).

En fin septembre 2019, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -2,2% contre 1,9% en fin septembre 2018.

Source : MINEFID / INSD

### PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	245 137	265 833	222 508	248 986	253 771	1,9%	3,5%
Prix à l'exportation du taureau	316 908	300 626	294 905	317 636	318 869	0,4%	0,6%
Prix au producteur du bœuf	52 477	40 101	35 166	45 083	47 366	5,1%	-9,7%
Prix à l'exportation du bœuf	55 971	50 491	43 342	56 648	59 124	4,4%	5,6%
Prix au producteur du bouc	26 911	28 568	22 762	27 132	29 229	7,7%	8,6%
Prix à l'exportation du bouc	32 215	35 102	31 283	33 129	35 579	7,4%	10,4%
Prix au producteur du poulet	2 551	2 724	2 615	2 624	2 665	1,6%	4,5%
Prix à l'exportation du poulet	3 233	3 217	2 865	2 878	2 819	-2,1%	-12,8%
Prix au producteur de la pintade	2 680	2 659	2 508	2 561	2 569	0,3%	-4,1%
Prix à l'exportation de la pintade	2 807	2 810	2 606	2 798	2 739	-2,1%	-2,4%



Comparativement au deuxième trimestre 2019, le marché du bétail s'est caractérisé par une hausse du niveau général des prix au troisième trimestre. Cette hausse pourrait s'expliquer par la hausse de la demande.

Le prix du taureau a affiché une tendance haussière par rapport au trimestre précédent sur les marchés de production. En effet, au cours de ce trimestre, le taureau a été échangé à 253 771 FCFA sur les marchés de production contre 248 986 FCFA au trimestre écoulé. Ce niveau de prix correspond à une hausse de 1,9%. Le prix moyen du taureau est cependant resté quasi stable sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel. Les mêmes tendances, du prix du taureau ont été observées en glissement annuel. La quasi stabilité des prix du taureau sur les marchés d'exportation s'expliquerait par la baisse de l'activité commerciale en raison de la saison des pluies.

Les prix des petits ruminants ont connu des hausses au cours de ce trimestre. La hausse du prix du bœuf a oscillé entre 4,4% sur les marchés d'exportation et 5,1% sur les marchés de production par rapport au trimestre écoulé. Comparativement au troisième trimestre de 2018, le prix du bœuf a été en baisse sur les marchés de production (-9,7%) et en hausse sur les marchés d'exportation (+5,6%). Le prix du bouc a quant à lui enregistré une hausse d'au moins 7% en glissement trimestriel. En effet, le bouc s'est échangé à 29 229 FCFA en moyenne sur les marchés de production et à 35 579 FCFA sur les marchés d'exportation correspondant à des variations respectives de +7,7% et +7,4% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, c'est également la même tendance qui a été observée avec une hausse du prix du bouc de 10,4% sur les marchés d'exportation.

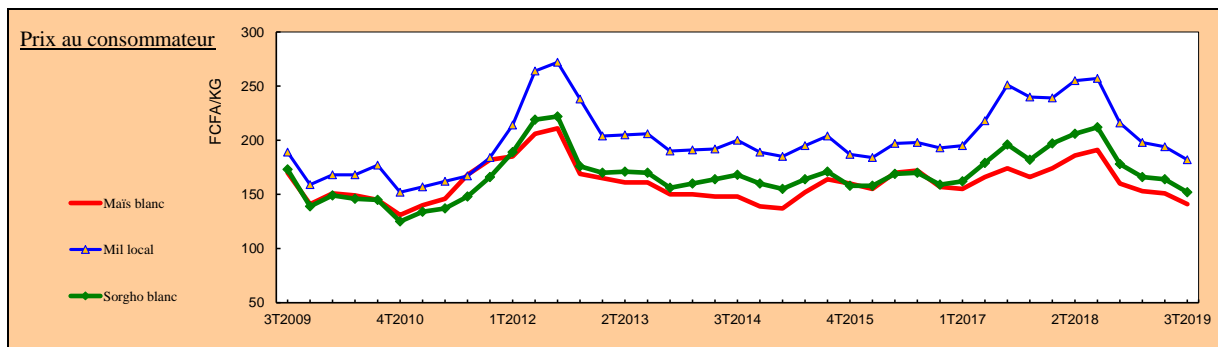
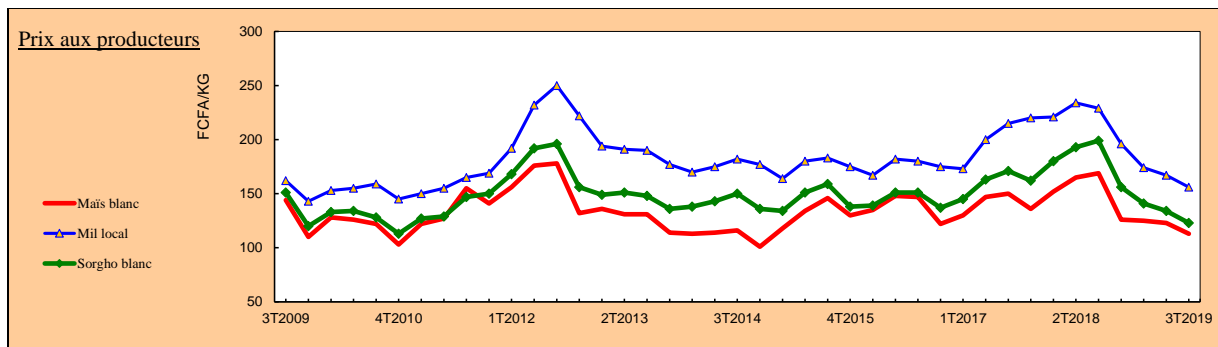
La hausse des prix des petits ruminants, surtout pour le bœuf, s'expliquerait par la hausse de la demande observée au cours de la fête dite « du Mouton ».

Les prix du poulet et de la pintade n'ont pas connu de variations significatives par rapport au trimestre écoulé. Les prix ont été en baisse sur les marchés d'exportation de 2,1% pour le poulet comme pour la pintade en glissement trimestriel. Comparativement au troisième trimestre de 2018, les niveaux du prix de la volaille sont restés aussi en baisse sur les marchés d'exportation de 12,8% pour la poule et de 2,4% pour la pintade.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	169,0	126,0	125,0	123,0	113,0	-8,1%	-33,1%
Prix au consommateur du maïs blanc	191,0	160,0	153,0	151,0	141,0	-6,6%	-26,2%
Prix au producteur du mil local	229,0	196,0	174,0	167,0	156,0	-6,6%	-31,9%
Prix au consommateur du mil local	257,0	216,0	198,0	194,0	182,0	-6,2%	-29,2%
Prix au producteur du sorgho blanc	199,0	156,0	141,0	134,0	123,0	-8,2%	-38,2%
Prix au consommateur du sorgho blanc	212,0	178,0	166,0	164,0	152,0	-7,3%	-28,3%



Durant tout le troisième trimestre de l'année 2019, une disponibilité céréalière a été constatée sur l'ensemble des marchés, excepté certains marchés des régions du Nord, du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel. Le dysfonctionnement de ces derniers est dû à la situation sécuritaire qui entrave le bon approvisionnement en céréales et autres produits agricoles. Toutefois dans les grands marchés et dans les autres régions, l'offre céréalière est bonne et demeure supérieure à celle de l'année précédente à la même période. Le niveau des stocks commerçants est jugé en hausse de 50% par rapport à celui de l'année passée à la même période. Cette situation s'expliquerait par la bonne production de la campagne écoulée, la faiblesse de la demande du fait de la situation sécuritaire difficile que vit le pays et à la réduction des flux transfrontaliers des céréales. L'offre importante et la faiblesse de la demande n'ont pas permis une évolution normale des prix des céréales sur les marchés en ce trimestre.

Contrairement à une évolution normale habituelle au troisième trimestre de chaque année, les prix des céréales sont demeurés stables voire en légère baisse. Comparativement à l'année passée à la même période et à la moyenne quinquennale, les prix ont fortement baissé.

Sur les marchés de collecte, les prix moyens du trimestre à la collecte étaient de 113 FCFA le kilo pour le maïs, 156 FCFA pour le mil et 123 FCFA pour le sorgho. Par rapport au trimestre précédent, des baisses de 8,1% pour le maïs, 6,6% pour le mil et 8,2% pour le sorgho ont été enregistrées. Par rapport au même trimestre de l'année 2018, il a été enregistré des variations de -33,3% pour le maïs, -31,9% pour le mil et -38,2% pour le sorgho. Comparativement à la moyenne quinquennale, les variations ont été de -23%, -21% et -25% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

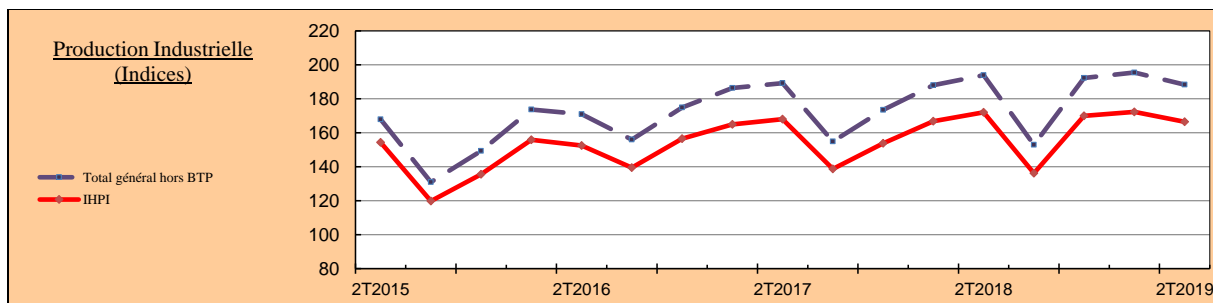
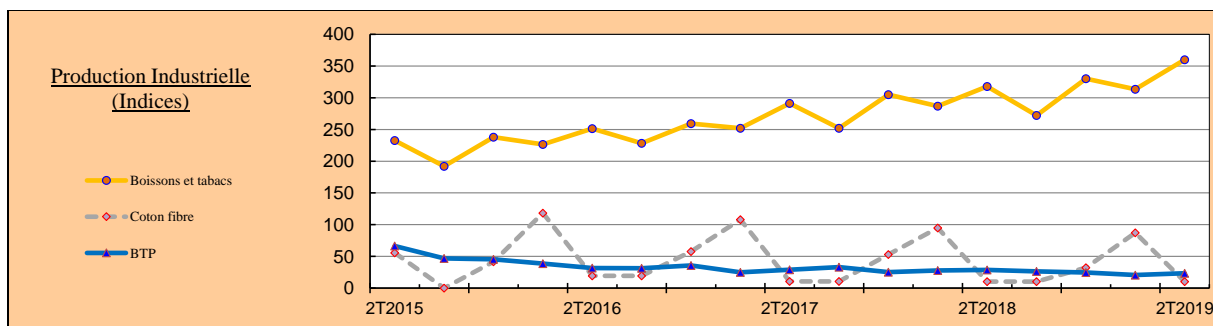
Pour le prix des marchés de détail, les moyennes étaient de 141 FCFA pour le maïs, 182 FCFA pour le mil et 152 FCFA pour le sorgho. Ce qui a occasionné des variations en baisse par rapport au trimestre précédent : -6,6% pour le maïs, -6,2% pour le mil et -7,3% pour le sorgho. Une forte tendance baissière a été enregistrée par rapport au même trimestre de l'année précédente soit -26,2% pour le maïs, -29,2% pour le mil et -28,3% pour le sorgho.

Au cours des trois mois prochains, la bonne disponibilité de produits agricoles se maintiendra sur les marchés au regard du bon niveau des stocks ménages et commerçants mais aussi par l'apport des nouvelles récoltes. Une baisse des prix des céréales sera

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

## INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2018	2019	2019	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	10,3	10,3	32,1	87,2	10,3	-88,1%	0,0%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	234,6	186,6	243,5	243,3	263,1	8,1%	12,2%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	22,8	13,4	42,6	92,7	22,8	-75,4%	0,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 926,5	1 772,6	2 069,9	1 772,3	1 698,0	-4,2%	-11,9%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	157,8	134,8	164,9	170,2	169,0	-0,7%	7,1%
BOISSONS ET TABAC	317,8	272,3	330,1	313,3	360,0	14,9%	13,3%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	157,8	134,8	164,9	170,2	169,0	-0,7%	7,1%
BOULANGERIES, MEUNERIES	137,9	146,6	324,9	225,1	327,3	45,4%	137,4%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	65,5	8,3	54,9	96,8	54,1	-44,1%	-17,5%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	148,3	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	0,0%
INDUSTRIES CHIMIQUES	77,7	42,3	60,6	77,7	73,6	-5,3%	-5,3%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	216,0	130,1	166,2	148,9	167,7	12,7%	-22,3%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	28,6	26,2	24,5	20,6	23,4	13,7%	-18,3%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>193,9</b>	<b>153,0</b>	<b>192,2</b>	<b>195,5</b>	<b>188,3</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-2,9%</b>
<b>IHPI</b>	<b>172,0</b>	<b>136,1</b>	<b>170,0</b>	<b>172,3</b>	<b>166,5</b>	<b>-3,4%</b>	<b>-3,2%</b>



Le deuxième trimestre de l'année 2019 est marqué par un repli de l'activité industrielle. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'établit en effet à 166,5, en baisse de 3,4% en glissement trimestriel et de 3,2% par rapport au deuxième trimestre 2018.

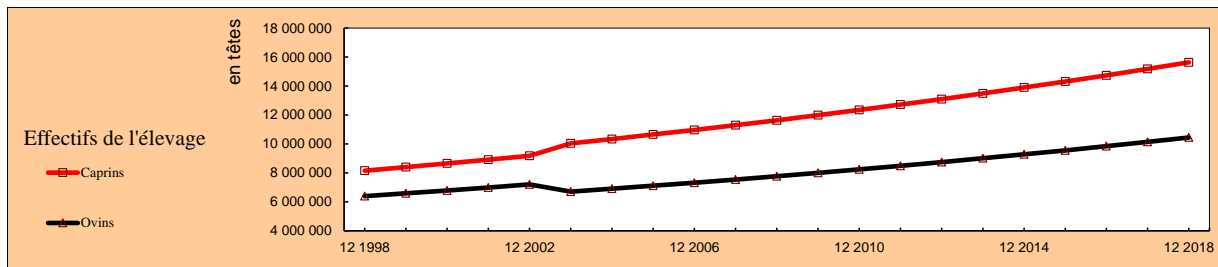
Ce recul de l'activité industrielle est imputable principalement à la baisse de la production dans les industries textiles et les industries extractives. En effet, le deuxième trimestre de l'année étant une période d'inactivité des industries d'égrenage de coton, leur indice est ainsi en forte baisse (-70,1%) en glissement trimestriel. En glissement annuel, l'indice est resté quasiment stable. Aussi, l'activité des industries d'extraction de minerais métalliques est également en recul. L'indice des industries extractives enregistre en effet une baisse tant en glissement trimestriel (-4,2%) qu'annuel (-11,9%). Enfin, la production des industries chimiques est en baisse de 5,3% en glissement trimestriel et annuel.

Les principales branches qui ont enregistré une hausse de production au cours du trimestre sont les industries de fabrication de boissons et de tabacs, les industries de fabrication de matériaux de construction et le secteur eau, électricité, gaz. Les industries de fabrication de boissons et de tabacs enregistrent en effet la meilleure évolution, leur indice étant en croissance aussi bien en glissement trimestriel (14,9%) qu'annuel (13,3%). De même, les indices du BTP et de l'« énergie » enregistrent des hausses respectives de 13,7% et 12,7% par rapport au premier trimestre 2019. Cependant, comparativement au même trimestre de l'année précédente, les indices de ces deux branches sont en baisse de 18,3% et 22,3% respectivement.

Source : MINEFID / INSD

### EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	Croissance moyenne	
						2014-2018	2017-2018
Effectif de bovins (en têtes)	9 090 718	9 272 510	9 457 934	9 647 073	9 839 995	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 277 746	9 556 056	9 842 712	10 137 973	10 442 084	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 891 447	14 308 172	14 737 393	15 179 490	15 634 856	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	42 220	43 487	44 792	46 135	47 519	3,0%	3,0%

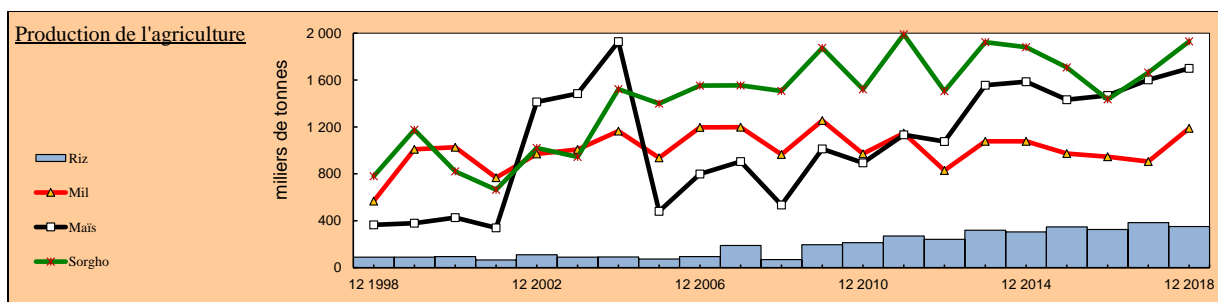


Le lancement de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC 1) à Mogtéo dans la région du Plateau Central, le 19 Novembre 2018 par le Ministre des ressources animales et halieutiques permettra d'actualiser les effectifs tant attendu des animaux. En attendant cette actualisation, les effectifs du cheptel 2018, estimés sur la base des données de la dernière Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel croitraient de 2% pour les bovins et de 3% pour les petits ruminants et la volaille.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	Croissance moyenne	
						2014-2018	2017-2018
Production brute totale de céréales	4 469 300	4 189 665	4 567 066	4 063 198	5 180 702	3,8%	27,5%
dont : Production brute de mil	972 539	946 184	905 071	928 234	1 189 079	5,2%	28,1%
dont : Production brute de sorgho	1 707 613	1 435 640	1 663 844	1 365 898	1 929 834	3,1%	41,3%
dont : Production brute de maïs	1 433 085	1 469 612	1 602 525	1 533 431	1 700 127	4,4%	10,9%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	347 501	325 138	384 690	325 566	350 392	0,2%	7,6%



Le troisième trimestre a été marqué par le suivi de la campagne agricole. De manière générale, le début des semis dans l'ensemble des régions a été normal voire tardif. Les pauses pluviométriques survenues au début de la campagne ont occasionné des resemis par endroit.

La superficie totale prévisionnelle des céréales pour la campagne agricole 2019-2020 est estimée à 4 266 451 hectares. Cette superficie est dominée par trois cultures que sont le sorgho blanc (36%), le mil (28%) et le maïs (24%). Elle est en baisse de 5,10% par rapport à l'ensemble des superficies céréalières de la campagne précédente et en hausse de 7,9% par rapport à la moyenne quinquennale. Seul le riz a connu une hausse de sa superficie par rapport à la campagne passée avec 7,37%. Toutes les autres céréales ont connu des baisses de superficies dont les plus prononcées s'observent sur les cultures du Mil et du Sorgho rouge avec respectivement 15,6% et 4,3%. La baisse généralisée de l'ensemble des superficies céréalières pourrait s'expliquer par l'installation tardive des précipitations et de certaines poches de sécheresse observées durant le mois d'août dans certaines régions de grandes productions comme la Boucle du Mouhoun, le Sud-Ouest et les Hauts Bassins.

La superficie prévisionnelle des cultures de rente présente une hausse significative (30,2%) par rapport à celle de campagne passée. On relève une hausse importante des superficies du soja et du sésame respectivement de 122,5% et 60,5%. Par contre, on constate une baisse de la superficie du coton de l'ordre de 10%. L'évolution de cette même superficie par rapport à la moyenne des cinq dernières années présente aussi une hausse assez importante de 13,6%.

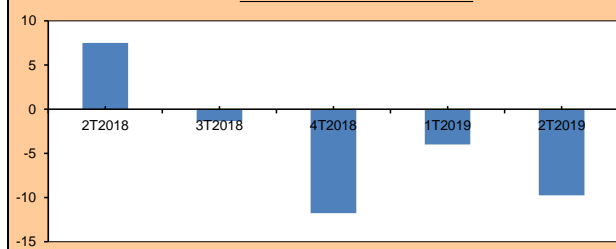
La situation phytosanitaire a été marquée de manière générale par la persistance des attaques de chenilles légionnaires d'automne quoique faible à normale, en fonction des localités du pays et du type de cultures. A ces attaques s'ajoutent celles, (i) de pucerons dans le Zondoma (Nord) et le Namentenga (Centre-Nord), (ii) de sautereaux dans le Sanmatenga (Centre-Nord), et d'oiseaux granivores dans la Tapoa (Est). Les actions menées par les différents acteurs en réponse ont permis de traiter plus de 65000 ha soit environ 76%.

Les stades phénologiques dominants dans l'ensemble des régions sont la maturation pour les semis tardifs et la maturité pour les semis à temps. Par ailleurs, la survenue de poches de sécheresse de plus de 7 sept (07) jours au cours du mois de septembre, va négativement impacté la croissance et le développement de la plupart des cultures, touchant particulièrement et sévèrement le maïs dans plusieurs localités. L'impact de cette pause pluviométrique dans la plupart des régions du pays a été très significative compte tenue de la survenue à un stade phénologique critique à savoir le stade de ramification et/ou floraison/épiaison.

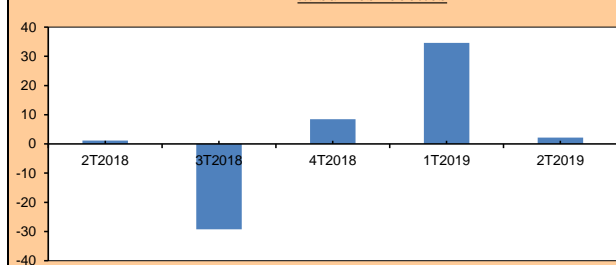
En perspectives, la production céréalière prévisionnelle serait globalement moyenne avec un niveau en dessous de la moyenne dans la partie nord du pays.

Les nouvelles récoltes déjà entamées en fin de trimestre dans les zones de l'ouest vont s'intensifier les mois prochains et renforceront davantage la consommation alimentaire des ménages et la disponibilité sur le marché. Toutefois, les perspectives alimentaires des ménages dans la région du Sahel ne seraient pas très bonnes avec l'arrêt précoce des pluies.

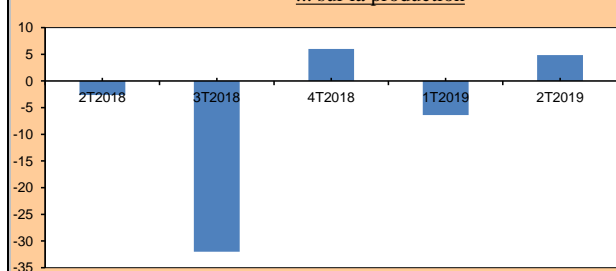


**SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...****... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

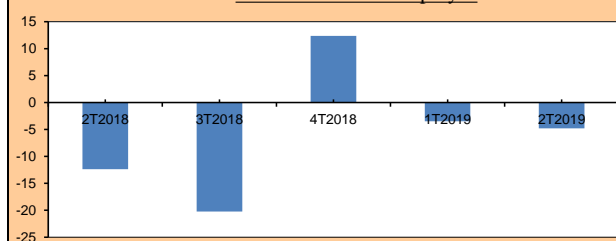
La détérioration du climat des affaires entamée au quatrième trimestre 2018 s'est poursuivie au deuxième trimestre 2019.

**... sur les recettes****Recettes**

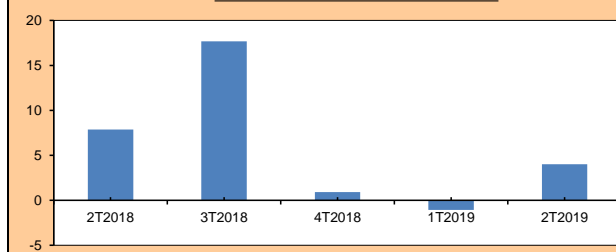
Toutefois, dans cet environnement économique défavorable, les ventes ont enregistré une hausse par rapport au deuxième trimestre de l'année 2018.

**... sur la production****Production**

La production reprend sa progression au deuxième trimestre 2019.

**... sur les effectifs employés****Effectifs employés**

Les effectifs employés continuent de se dégrader dans son l'ensemble au deuxième trimestre 2019.

**... sur la situation de la trésorerie****Trésorerie des entreprises**

En dépit de la hausse des recettes, la situation de la trésorerie des entreprises s'est améliorée dans l'ensemble.

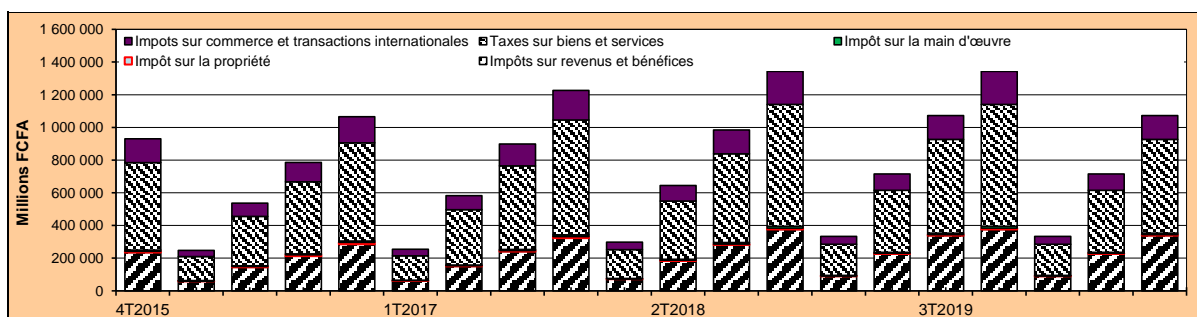
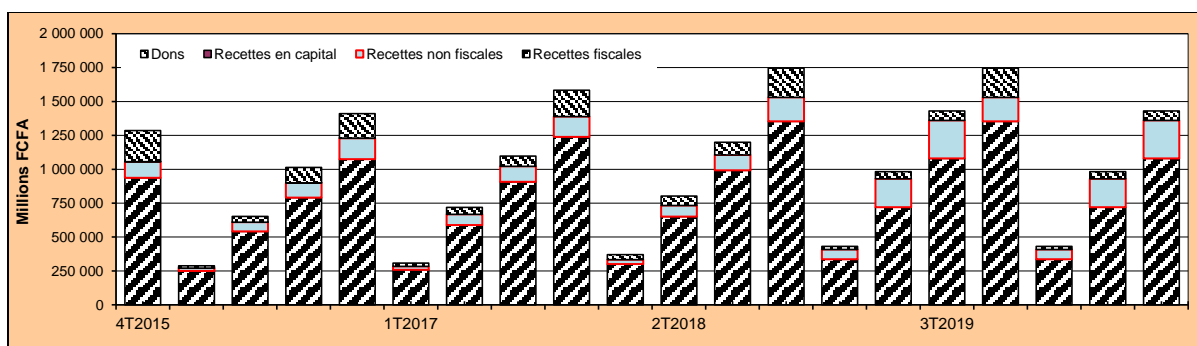
Source : MINEFID / INSD

# Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin septembre 2019, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 215,75 milliards de FCFA, en aggravation de 3,92 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

## RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>2 098 788,5</b>	<b>1 198 540,5</b>	<b>1 745 866,1</b>	<b>431 783,1</b>	<b>982 345,0</b>	<b>1 429 771,8</b>	<b>68,1%</b>	<b>19,3%</b>
Recettes totales	1 828 345,8	1 105 140,2	1 530 775,1	408 284,5	929 827,3	1 360 638,0	74,4%	23,1%
Recettes courantes	1 828 345,8	1 105 140,2	1 530 775,1	408 284,5	929 827,3	1 360 638,0	74,4%	23,1%
Recettes fiscales	1 526 000,0	992 285,5	1 354 257,1	335 992,4	720 318,9	1 080 898,8	70,8%	8,9%
Impôts sur revenu et bénéfices	449 943,0	281 518,2	375 600,9	89 293,7	226 601,0	337 958,8	75,1%	20,0%
Impôt sur la main d'œuvre	14 164,7	9 238,2	12 426,5	3 200,4	6 450,4	9 777,4	69,0%	5,8%
Taxes sur biens et services	827 014,9	542 745,0	744 879,1	190 221,9	379 206,6	572 628,6	69,2%	5,5%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	212 221,0	145 478,3	202 146,7	48 703,8	99 436,6	146 169,7	68,9%	0,5%
Autres recettes fiscales	13 312,9	8 341,1	11 398,7	2 670,5	5 321,2	8 187,5	61,5%	-1,8%
Recettes non fiscales	302 345,8	112 854,7	176 518,0	72 292,1	209 508,4	279 739,2	92,5%	147,9%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
<b>Dons</b>	<b>270 442,7</b>	<b>93 400,2</b>	<b>215 091,0</b>	<b>23 498,6</b>	<b>52 517,7</b>	<b>69 133,8</b>	<b>25,6%</b>	<b>-26,0%</b>
Projets	171 261,7	64 045,0	122 390,1	17 190,3	46 209,3	56 265,9	32,9%	-12,1%
Programmes	99 181,1	29 355,3	92 700,9	6 308,3	6 308,3	12 867,9	13,0%	-56,2%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1 429,77 milliards de FCFA contre 1 198,54 milliards de FCFA à la même période en 2018, soit un accroissement de 231,23 milliards de FCFA (+19,3%). Cette progression est due uniquement à la hausse des recettes propres.

Les recettes propres se sont établies à 1 360,64 milliards de FCFA, en hausse de 255,50 milliards de FCFA (+23,1%) par rapport à fin septembre 2018. Ce résultat est attribuable aussi bien à l'accroissement des recettes fiscales de 88,61 milliards de FCFA (+8,9%), qu'à celui des recettes non fiscales de 166,88 milliards de FCFA (+147,9%).

La progression des recettes fiscales s'explique essentiellement par la hausse des « impôts sur revenus et bénéfices » (+56,44 milliards de FCFA) ainsi que par celle de la « taxe sur biens et services » (+29,88 milliards de FCFA).

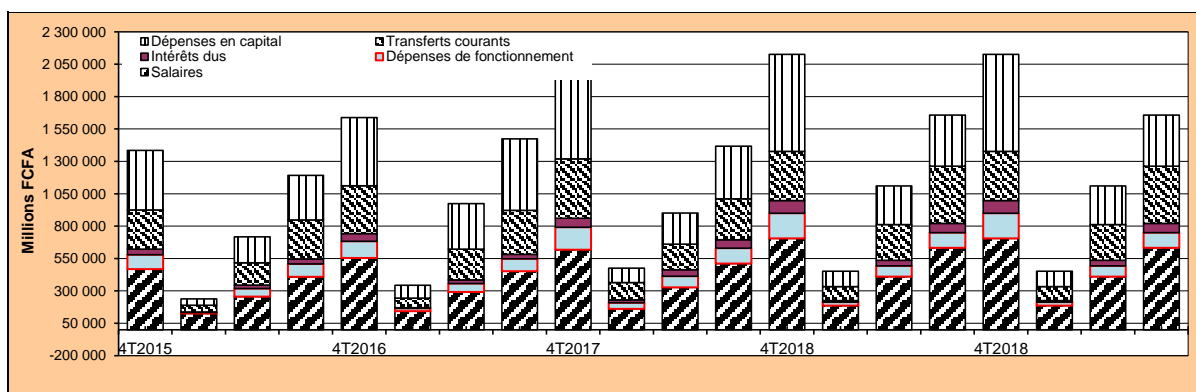
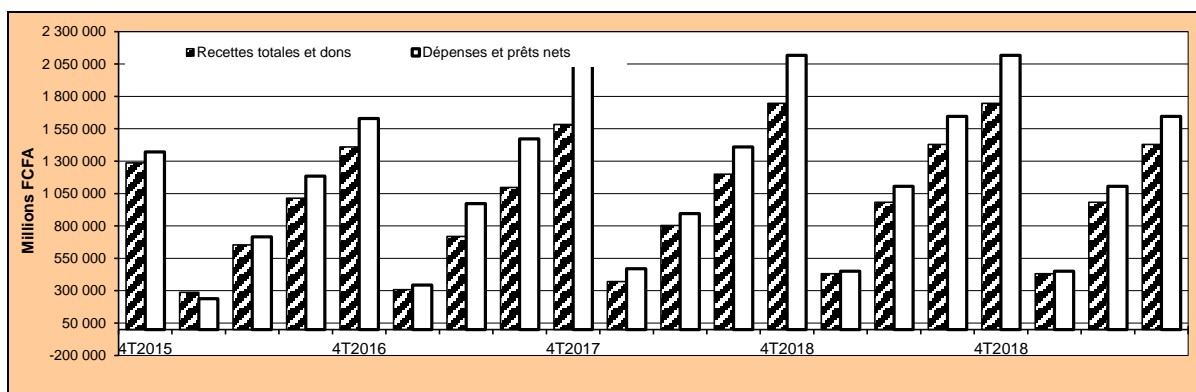
Les recettes non fiscales, en hausse de 147,9%, sont passées de 112,85 milliards de FCFA à fin septembre 2018 à 279,74 milliards de FCFA à fin septembre 2019. Cette hausse résulte principalement de celle des ventes non industriels (+122,05 milliards de FCFA) consécutive aux recettes des licences de téléphonie.

La mobilisation des dons s'est chiffrée à 69,13 milliards de FCFA à fin septembre 2019 contre 93,40 milliards de FCFA à fin septembre 2018, soit une baisse de 24,27 milliards de FCFA (-26,0%). Cette évolution est fortement marquée par la baisse aussi bien des dons programmes que par celle des dons projets, respectivement de 16,49 milliards de FCFA et de 7,78 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

## DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES	Prévision budgétaire (2019)	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>2 357 514,4</b>	<b>1 410 370,8</b>	<b>2 116 480,3</b>	<b>451 078,2</b>	<b>1 106 397,2</b>	<b>1 645 523,7</b>	<b>69,8%</b>	<b>16,7%</b>
Dépenses	2 366 669	1 416 940,6	2 126 579,1	451 585,2	1 110 662,7	1 657 384,2	70,0%	17,0%
Dépenses courantes	1 613 447	1 011 292,4	1 376 780,3	333 952,0	812 622,6	1 263 469,1	78,3%	24,9%
Salaires	845 900	511 743,1	705 106,9	187 216,6	410 576,0	632 320,3	74,8%	23,6%
Dépenses de fonctionnement	187 262	117 835,3	195 194,7	25 535,9	82 520,4	117 990,8	63,0%	0,1%
Intérêts dus	100 000	65 335,4	97 240,5	12 241,6	42 791,6	70 644,4	70,6%	8,1%
Transferts courants	480 285	316 378,6	379 238,4	108 958,0	276 734,5	442 513,5	92,1%	39,9%
Dépenses en capital	753 222	405 648,2	749 798,8	117 633,2	298 040,1	393 915,1	52,3%	-2,9%
financées sur ressources propres	446 203	264 806,8	443 309,0	63 928,1	176 816,1	228 856,9	51,3%	-13,6%
Prêts nets	-9 154	-6 569,8	-10 098,8	-507,0	-4 265,5	-11 860,5	129,6%	80,5%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 1645,52 milliards de FCFA à fin septembre 2019 contre 1410,37 milliards de FCFA à la même période en 2018, soit une progression de 235,15 milliards de FCFA (+16,7%). Cette hausse résulte de la progression des dépenses courantes de 252,18 milliards de FCFA et de la contraction des dépenses en capital de 11,73 milliards de FCFA.

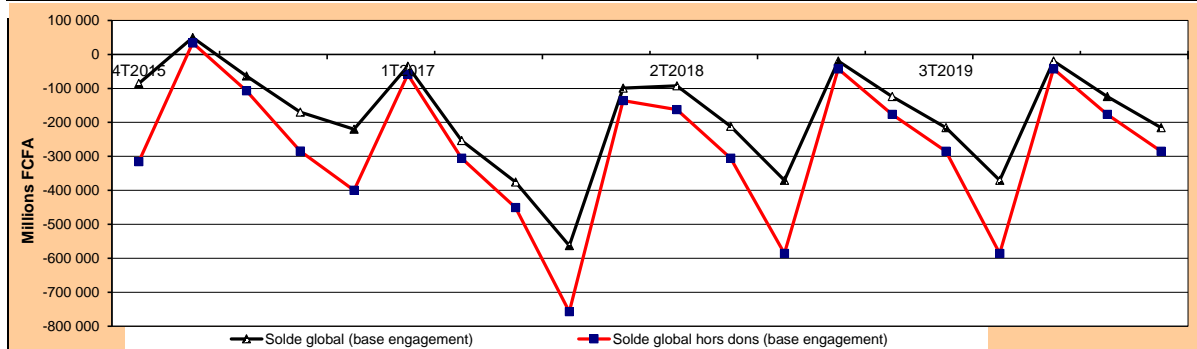
La progression des dépenses courantes est due essentiellement à celle des dépenses de personnel (+120,58 milliards de FCFA), par celle des intérêts de la dette (+5,31 milliards de FCFA) et par celle des transferts courants (+126,13 milliards de FCFA). La progression des dépenses de personnel s'explique par la constatation financière des engagements pris par le Gouvernement vis-à-vis des partenaires sociaux et par la régularisation des situations salariales des agents à travers des avancements statutaires et des intégrations. Celle des dépenses de transferts courants est liée à l'augmentation des transferts aux ménages ainsi qu'aux subventions aux entreprises publiques.

Les dépenses en capital, en baisse de 2,9% par rapport à fin septembre 2018, ont été exécutées à hauteur de 393,91 milliards de FCFA à fin septembre 2019. Cette diminution s'explique par la baisse des dépenses d'investissements financées sur ressources propres de 35,95 milliards de FCFA. Les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures ayant connu une hausse de 24,24 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

## SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2018	2019	2019	2019		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-258 725,9</b>	<b>-211 830,3</b>	<b>-370 614,2</b>	<b>-19 295,1</b>	<b>-124 052,2</b>	<b>-215 751,9</b>	<b>83,4%</b>	<b>1,9%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-529 168,6	-305 230,5	-585 705,2	-42 793,6	-176 569,9	-284 885,7	53,8%	-6,7%
Solde primaire	-127 207,0	-239 895,2	-488 464,8	-30 552,1	-133 778,3	-214 241,3	168,4%	-10,7%
Solde de base	-227 207,0	-165 720,0	-360 546,3	10 911,5	-56 233,6	-121 134,7	53,3%	-26,9%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-258 725,9</b>	<b>-315 939,4</b>	<b>-467 262,0</b>	<b>-105 779,4</b>	<b>-150 035,8</b>	<b>-287 911,5</b>	<b>111,3%</b>	<b>-8,9%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-529 168,6	-409 339,6	-682 353,0	-129 278,0	-202 553,4	-357 045,3	67,5%	-12,8%

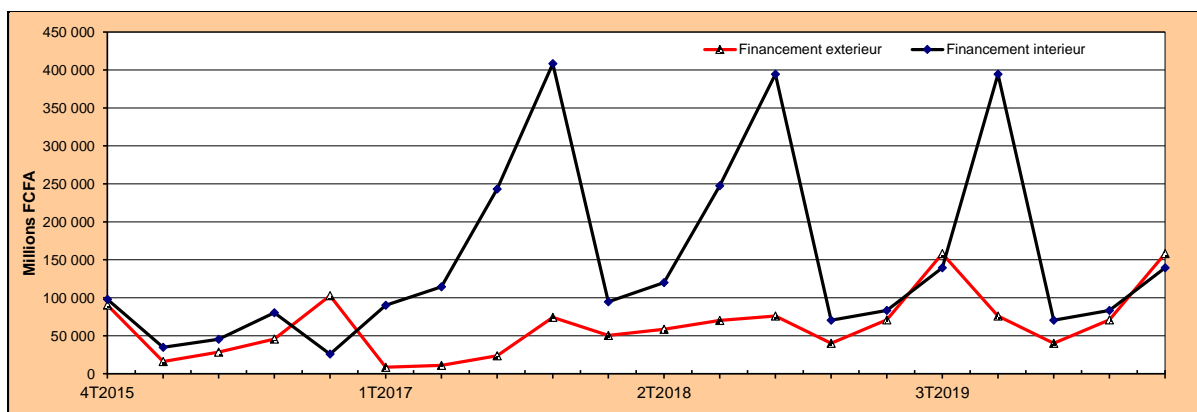


Le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat s'est établi à -215,75 milliards de FCFA au 31 septembre 2019 contre -211,83 milliards de FCFA à fin septembre 2018, soit une aggravation de 3,92 milliards de FCFA.

Quant au solde global (base caisse), il s'est situé à -287,91 milliards de FCFA à fin septembre 2019 contre -315,94 milliards de FCFA à fin septembre 2018. Ce solde a été couvert par un financement intérieur net de 139,41 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 158,13 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin septembre 2019 s'est caractérisé par cinq(08) émissions de bons du Trésor et deux(07) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 280,63 milliards de FCFA et 366,56 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 295,62 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 73,87 milliard de FCFA pour les obligations.

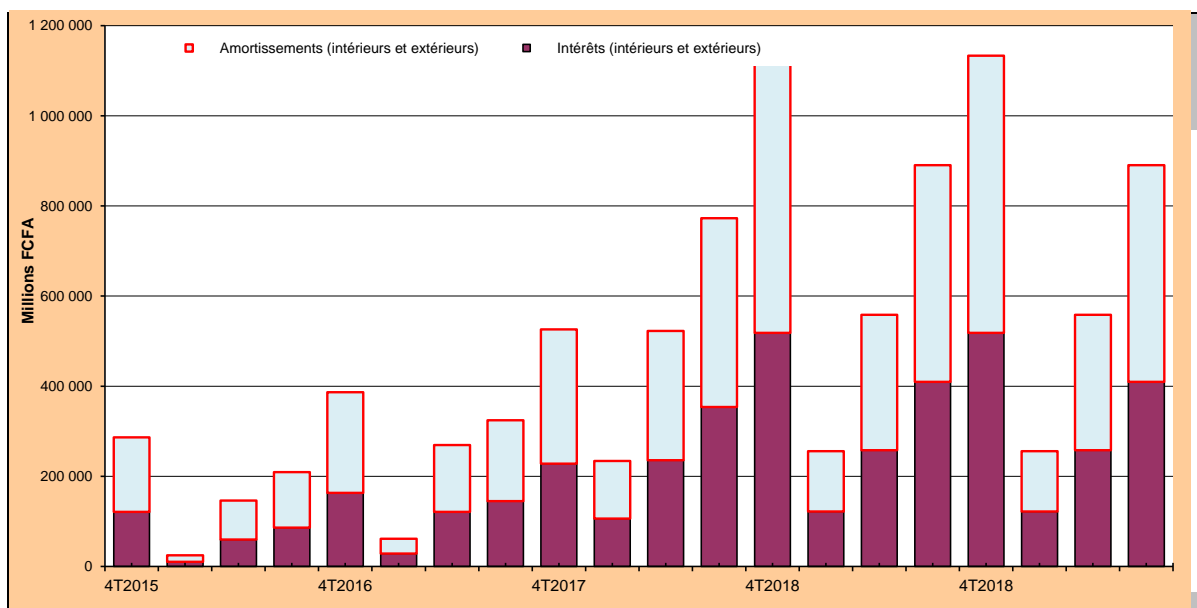
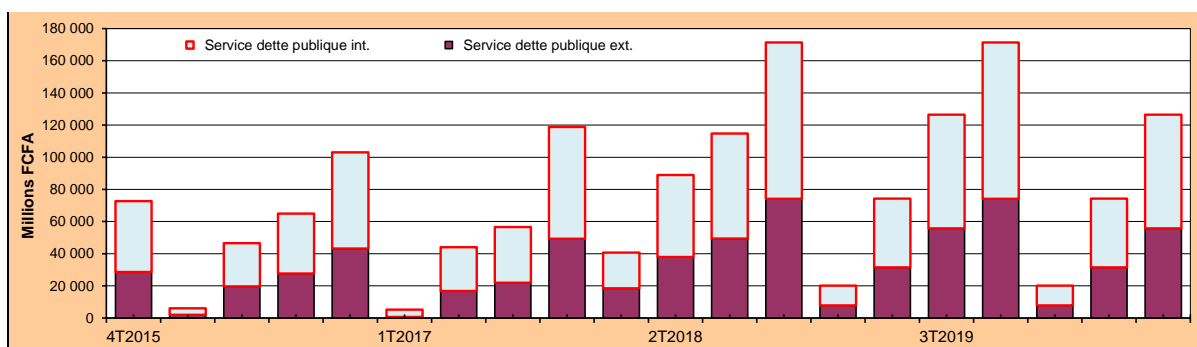
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2018	2018	2019	2019	2019		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>113 556,1</b>	<b>317 682,5</b>	<b>470 480,2</b>	<b>110 644,8</b>	<b>154 047,5</b>	<b>297 537,0</b>	<b>262,0%</b>	<b>-6,3%</b>
Financement extérieur	85 021,3	70 219,6	75 891,1	40 189,0	70 815,5	158 130,8	186,0%	125,2%
Décaissements extérieurs	150 210,0	103 671,7	130 974,9	44 549,1	82 161,0	172 981,1	115,2%	66,9%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-65 188,7	-33 452,1	-55 083,8	-4 360,1	-11 345,6	-14 850,3	22,8%	-55,6%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	28 534,8	247 462,9	394 589,1	70 455,9	83 232,1	139 406,3	488,5%	-43,7%
Financement bancaire	28 534,8	94 350,8	82 321,9	46 762,4	-48 629,3	-647,0	-2,3%	-100,7%
Secteur non bancaire	0,0	153 112,1	312 267,2	23 693,5	131 861,4	140 053,3		-8,5%
Gap de financement	145 169,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2019)	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>595 725,0</b>	<b>419 007,9</b>	<b>615 369,3</b>	<b>134 110,7</b>	<b>300 587,6</b>	<b>480 446,2</b>	<b>80,6%</b>	<b>14,7%</b>
Amortissements (int. et ext.)	495 725	353 672,5	518 128,8	121 869,1	257 796,0	409 801,8	82,7%	15,9%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	100 000	65 335,4	97 240,5	12 241,6	42 791,6	70 644,4	70,6%	8,1%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>509 709,4</b>	<b>369 665,9</b>	<b>537 183,3</b>	<b>125 390,4</b>	<b>277 896,4</b>	<b>450 745,6</b>	<b>88,4%</b>	<b>21,9%</b>
Amortissements	430 536	320 220,5	463 045,0	117 509,0	246 450,4	394 951,5	91,7%	23,3%
Intérêts	79 173	49 445,5	74 138,3	7 881,5	31 446,0	55 794,1	70,5%	12,8%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>86 015,6</b>	<b>49 342,0</b>	<b>78 186,0</b>	<b>8 720,2</b>	<b>22 691,2</b>	<b>29 700,6</b>	<b>34,5%</b>	<b>-39,8%</b>
Amortissements	65 189	33 452,1	55 083,8	4 360,1	11 345,6	14 850,3		-55,6%
Intérêts	20 827	15 889,9	23 102,1	4 360,1	11 345,6	14 850,3	71,3%	-6,5%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>4,7%</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,1%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,2%</b>		<b>-2,3 points</b>

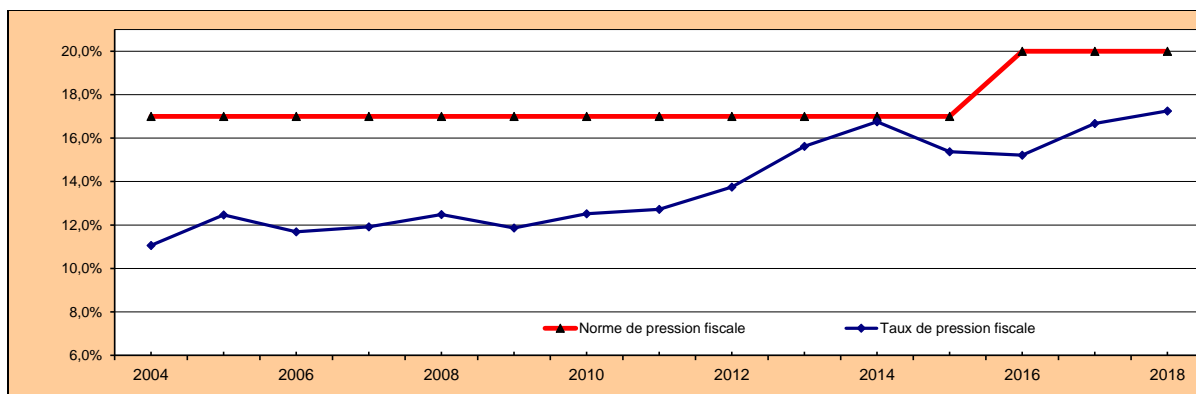


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 2,2% à fin septembre 2019 contre 4,5% à fin septembre de l'année dernière, marquant une baisse de 2,3 points de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	12 2018
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>							
Solde budgétaires global / PIB nominal	$\geq$	-3%	-1,9%	-1,4%	-3,4%	-7,8%	-4,7%
Taux d'inflation	$\leq$	3%	-0,3%	-5,2%	0,4%	0,6%	0,6%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	$\leq$	70%	31,6%	35,5%	38,8%	38,6%	42,9%
<b>Critères de 2nd rang</b>							
Masse salariale / Recettes fiscales	$\leq$	35%	46,5%	50,0%	51,6%	49,9%	52,1%
Taux de pression fiscale	$\geq$	20%	15,4%	15,2%	16,7%	17,3%	17,3%



En 2018, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premier rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dont compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2017. Le taux de pression fiscale s'établirait à 17,3% en 2018 et en 2017, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales serait de 52,1% en 2018 contre 49,9% en 2017, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

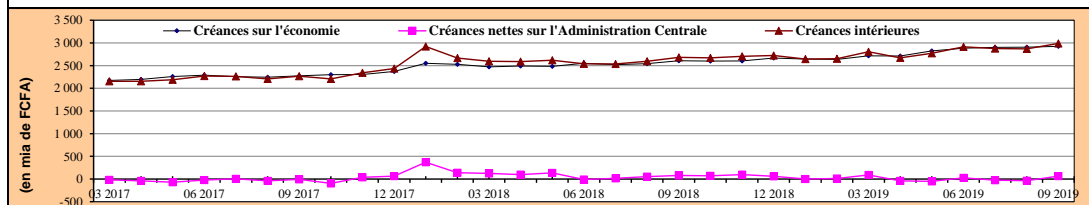
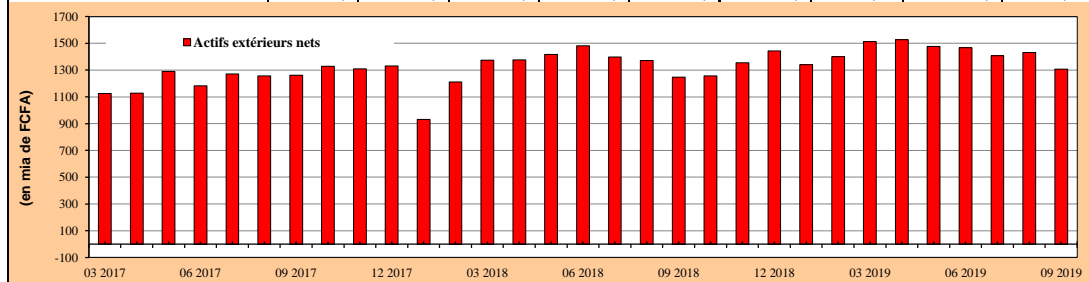
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, entre fin décembre 2018 et fin septembre 2019, par un repli des Actifs extérieurs nets (AEN) de 136,9 milliards de FCFA (-9,5%) et une progression des créances intérieures de 266,8 milliards de FCFA (+9,8%), conduisant à un accroissement de la masse monétaire de 40,4 milliards de FCFA (+1,1%). Au cours du semestre, les passifs à caractère non monétaire se sont accrus de 87,5 milliards de FCFA (+13,9%).

Par rapport à fin septembre 2018, la masse monétaire a enregistré une progression de 262,1 milliards de FCFA (+7,5%), imprimée aussi bien par les créances intérieures (+304,9 milliards de FCFA, soit +11,4%), que les AEN (+60,0 milliards de FCFA, soit +4,8%), les passifs à caractère non monétaire ayant progressé de 139,0 milliards de FCFA (+24,0%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	1. Trim. 2019	2. Trim. 2019	3. Trim. 2019	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
Est.										
Circulation fiduciaire	497,9	579,9	596,9	569,2	551,2	-18,0	-3,2%	53,3	10,7%	
Dépôts transférables	1 547,6	1 705,7	1 835,5	1 775,4	1 647,5	-128,0	-7,2%	99,9	6,5%	
BCEAO	0,4	0,4	0,3	0,4	0,6	0,2	55,4%	0,2	40,8%	
Banques	195,7	643,3	195,7	847,0	195,7	-651,3	-76,9%	0,0	0,0%	
CCP et CNE	219,1	219,1	231,4	231,4	231,4	0,0	0,0%	12,3	5,6%	
<b>M1</b>	<b>2 045,5</b>	<b>2 285,6</b>	<b>2 432,4</b>	<b>2 344,7</b>	<b>2 198,7</b>	<b>-146,0</b>	<b>-6,2%</b>	<b>153,1</b>	<b>7,5%</b>	
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 451,4	1 429,5	1 473,1	1 541,2	1 560,0	18,8	1,2%	108,6	7,5%	
BCEAO	0,4	0,4	0,3	0,4	0,6	0,2	55,4%	0,2	40,8%	
AID	1 451,0	1 429,2	1 472,7	1 540,9	1 559,7	18,8	1,2%	108,6	7,5%	
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>3 496,9</b>	<b>3 715,1</b>	<b>3 905,5</b>	<b>3 885,9</b>	<b>3 758,7</b>	<b>-127,2</b>	<b>-3,3%</b>	<b>261,8</b>	<b>7,5%</b>	
Actifs extérieurs nets	1 246,6	1 443,5	1 512,6	1 466,7	1 306,6	-160,1	-10,9%	60,0	4,8%	
BCEAO	0,4	0,4	0,3	0,4	0,6	0,2	55,4%	0,2	40,8%	
Banques	1 328,1	1 486,2	1 603,8	1 543,7	1 415,5	-128,2	-8,3%	87,4	6,6%	
Créances intérieures	2 683,3	2 724,0	2 805,8	2 911,9	2 988,7	76,8	2,6%	305,4	11,4%	
Créances nettes sur l'Admin	78,1	59,3	90,6	27,2	64,6	37,4	137,5%	-13,5	-17,3%	
BCEAO	0,4	0,4	0,3	0,4	0,6	0,2	55,4%	0,2	40,8%	
Banques	1 328,1	1 486,2	1 603,8	1 543,7	1 415,5	-128,2	-8,3%	87,4	6,6%	
<b>Créances sur l'économie</b>	<b>2 605,2</b>	<b>2 664,7</b>	<b>2 715,2</b>	<b>2 884,7</b>	<b>2 924,1</b>	<b>39,4</b>	<b>1,4%</b>	<b>318,9</b>	<b>12,2%</b>	



Sources : B.C.E.A.O.

### Actifs extérieurs nets

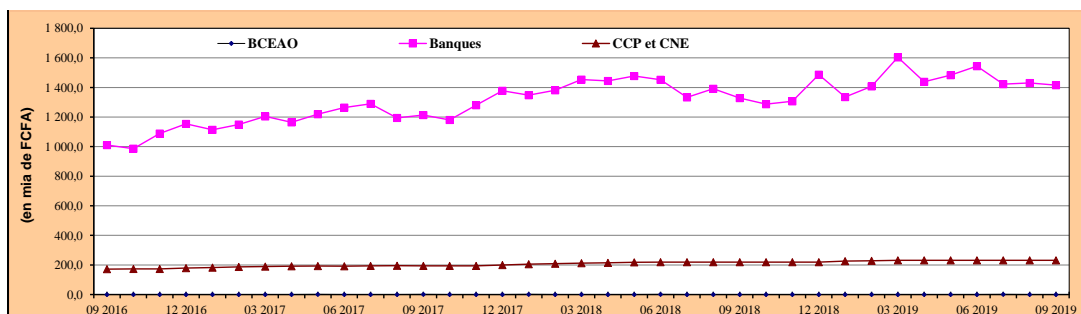
Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 306,6 milliards de FCFA à fin septembre 2019, en baisse de 9,5% par rapport à fin décembre 2018. Cette diminution est imprimée la Banque Centrale dont les AEN se sont repliés de 149,0 milliards (-48,0%), ceux des Autres institutions de dépôts (AID) ayant connu un accroissement de 12,1 milliards de FCFA (+1,1%).

Le repli des AEN de la Banque Centrale sur les neuf premiers mois de l'année 2019 est la résultante d'une hausse de ses engagements extérieurs bruts envers les non-résidents (+417,8 milliards de FCFA, soit +67,5%), plus importante que celle de ses créances extérieures brutes (+268,8 milliards de FCFA, soit +28,9%).

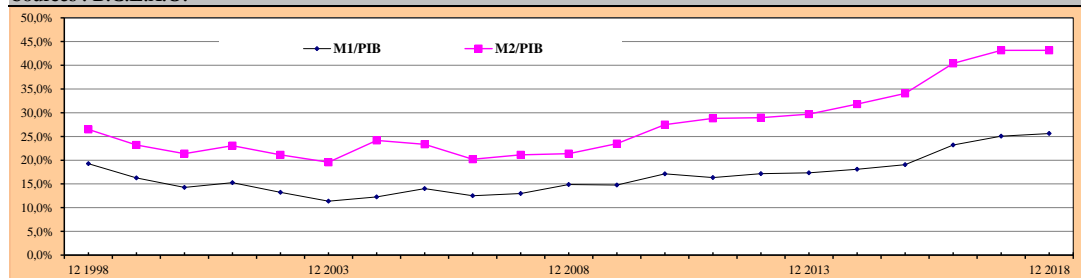
S'agissant de l'accroissement des AEN des AID par rapport à fin décembre 2018, il est dû à une diminution plus importante de leurs engagements bruts vis-à-vis de l'extérieur (-118,2 milliards de FCFA) par rapport à celle de leurs créances brutes sur les non-résidents (-106,2 milliards de FCFA).

La diminution des engagements extérieurs bruts des AID, a été imprimée par le repli des dépôts reçus des non-résidents (-117,3 milliards de FCFA, soit -38,4%). Quant à la baisse des créances brutes des AID sur l'extérieur, elle s'explique principalement par le repli de l'encours de leurs dépôts dans les institutions financières non résidentes (-126,5 milliards de FCFA, soit -57,7%) et de leurs encours de crédits octroyés aux non-résidents (-29,6 milliards de FCFA, soit -6,5%), les encours des actions et titres de participation détenus (+34,4 milliards) ainsi que ceux des titres publics des autres Etats de l'Union souscrits (+13,6 milliards, soit +1,5%) étant en hausse.

En variation annuelle, les AEN des institutions monétaires ont enregistré une progression de 60,0 milliards de FCFA (+4,8%), imprimée par ceux des AID (+114,6 milliards de FCFA, soit +11,1%), les AEN la BCEAO ayant marqué une baisse (-54,6 milliards de FCFA, soit -25,3%).



Sources : B.C.E.A.O.



### Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 2 988,7 milliards de FCFA à fin septembre 2019 contre 2 721,9 milliards de FCFA à fin décembre 2018, soit une progression de 266,8 milliards de FCFA (+9,8%) sur les trois premiers trimestres de 2019. Cet accroissement est imputable à une augmentation des créances sur l'économie de 259,4 milliards de FCFA (+9,7%) et des Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 7,3 milliards de FCFA (+12,8%).

En variation annuelle, les créances intérieures ont progressé de 304,9 milliards de FCFA (+11,4%), sous l'effet de la hausse des créances sur l'économie de 318,9 milliards de FCFA (+12,2%), les CN-AC s'étant repliées de 14,0 milliards de FCFA (-17,8%).

Les créances sur l'économie se sont situées à 2 924,1 milliards de FCFA à fin septembre 2019, après un niveau de 2 664,7 milliards de FCFA à fin décembre 2018, soit une hausse de 259,4 milliards de FCFA dont +210,8 milliards de FCFA de crédits au secteur privé et +51,1 milliards de FCFA aux sociétés non financières publiques. A fin septembre 2018, les crédits à l'économie avaient augmenté de 235,0 milliards (+9,9%) par rapport à leur niveau de 2 370,2 milliards de FCFA à fin décembre 2017.

Par rapport à fin septembre 2018, les créances sur l'économie ont enregistré une hausse de 318,9 milliards de FCFA (+12,2%), dont +193,7 milliards de FCFA (+8,8%) de crédits au secteur privé.

S'agissant des Créances nettes du système bancaire sur l'Administration centrale (CN-AC), elles ont connu une progression de 7,3 milliards de FCFA (+12,8%) par rapport à leur niveau à fin décembre 2018, enregistrée au niveau des banques commerciales +14,2 milliards de FCFA, suite à la progression des créances brutes sur l'Etat sous forme notamment de titres publics (+38,5 milliards de FCFA), les engagements bruts des AID, sous forme principalement de dépôts de l'Etat, n'ayant progressé que 22,7 milliards de FCFA).

Quant aux créances nettes de la BCEAO sur l'Administration centrale, elles se sont réduites (-6,9 milliards de FCFA), en lien avec la progression des engagements sous formes de diverses sommes recouvrées par la BCEAO pour le compte de l'Etat (+12,1 milliards) et des dépôts d'Etat (+10,1 milliards de FCFA). Parallèlement, les créances liées principalement aux crédits du FMI ont progressé (+15,3 milliards de FCFA).

En variation annuelle, les CN-AC ont enregistré un repli de 14,0 milliards, enregistré au niveau de la BCEAO (-38,8 milliards de FCFA), les créances des banques commerciales s'étant accrues de 24,8 milliards.

### Masse monétaire et ses composantes

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 40,4 milliards de FCFA (+1,1%) entre fin décembre 2018 et fin septembre 2019. Cet accroissement est imprimé exclusivement par les dépôts (+67,0 milliards de FCFA, soit +2,1%), la circulation fiduciaire étant en baisse (-26,6 milliards de FCFA, soit -4,6%).

A fin septembre 2018, la masse monétaire avait enregistré une augmentation de 129,8 milliards de FCFA (+3,9%), suite à une hausse des dépôts (+79,3 milliards de FCFA, soit +2,7%) et de la circulation fiduciaire (+50,5 milliards de FCFA, soit +11,3%).

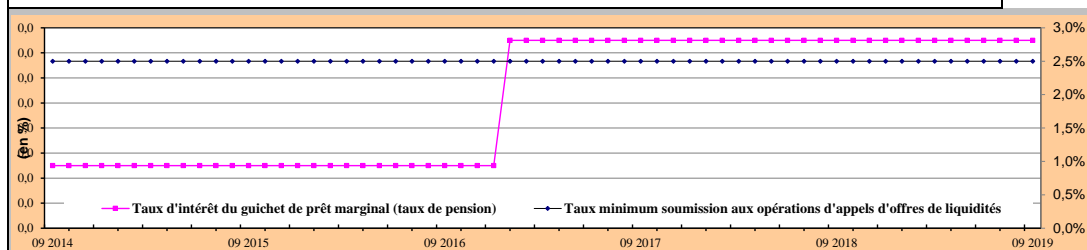
AGREGATS MONETAIRES	déc.14	déc.15	déc.16	déc.17	déc.18
				Est.	Est.
M1/PIB	19,0%	23,2%	25,0%	28,2%	25,6%
M2/PIB	34,1%	40,4%	43,1%	46,9%	43,1%

Sources : B.C.E.A.O.



## TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Variation	
	2018	2018	2019	2019	2019	Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Montant des dépôts (en milliards de FCFA)	175,2	380,0	131,0	144,2	144,2	0,0%	-17,7%
Taux minimum soumission aux opérations d'appels d'offres de liquidités	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%
Taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension)	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

### Taux d'intérêt

Au cours du troisième trimestre 2019, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est demeuré à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,50%, taux en vigueur depuis le 16 décembre 2016 (un taux 3,50% était en vigueur depuis le 16 septembre 2013).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume de nouveaux crédits octroyés par les banques de la place s'élève à 1 228,6 milliards de FCFA au 30 septembre 2019 contre 1 262,4 milliards de FCFA au troisième trimestre de 2018, soit une baisse de 2,7%. Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de la période sous revue s'est établi à 7,17% contre 7,41% à la même période en 2018, soit une baisse de 0,23 point de pourcentage sur un an.

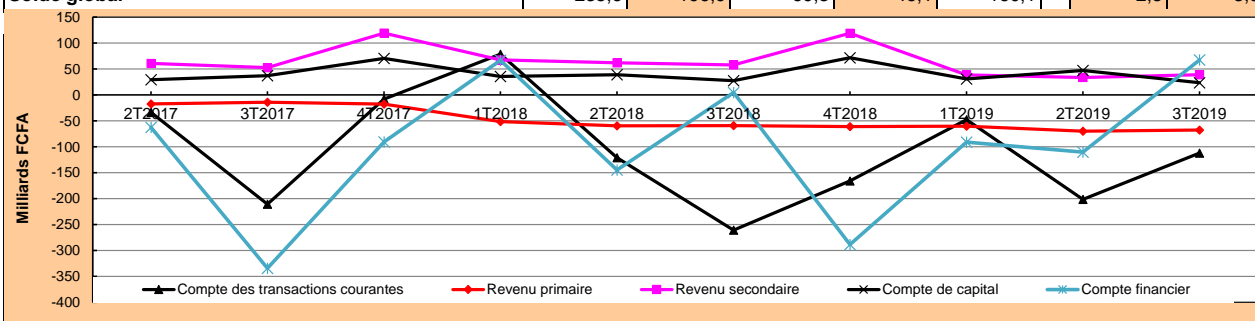
Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des neuf premiers mois de l'année 2019 s'est établi à 1 257,8 milliards de FCFA, après 1 207,9 milliards de FCFA collectés au cours des neuf premiers mois de 2018, soit une progression de 4,1%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,79% contre 5,60% à la même période en 2018, soit un rehaussement de 0,19 point de pourcentage.

# Secteur extérieur

## BALANCE DES PAIEMENTS

Au troisième trimestre de l'année 2019, les transactions du Burkina Faso avec l'extérieur se sont traduites par un déficit global de 160,1 milliards, contre des déficits de 46,1 milliards au deuxième trimestre 2019 et 235,6 milliards au même trimestre de l'année précédente. La détérioration du solde global en variation trimestrielle (-114,0 milliards) est attribuable aux comptes financiers et de capital, le des transactions courantes ayant enregistré une amélioration.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2018	2018	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
<b>Compte des transactions courantes</b>	-260,9	-165,9	-47,7	-201,4	-112,4	-0,4	1,4
<b>Biens et services</b>	-259,6	-224,0	-26,0	-165,0	-83,5	-0,5	2,2
<b>Biens</b>	-176,9	-123,1	43,2	-87,5	-12,4	-0,9	-1,3
<b>Services</b>	-82,6	-100,9	-69,2	-77,5	-71,0	-0,1	0,0
<b>Revenu primaire</b>	-59,3	-61,1	-60,4	-70,0	-67,8	0,0	0,1
– Intérêt sur dette publique	-2,8	-15,9	-7,6	-16,7	-11,4	-0,3	0,5
<b>Revenu secondaire</b>	57,9	119,1	38,7	33,6	38,9	0,2	0,0
Administrations publiques	3,0	56,0	1,5	-5,2	2,0	-1,4	0,3
Autres secteurs	54,9	63,1	37,2	38,8	36,9	0,0	0,0
– Envois de fonds des travailleurs	50,1	58,8	37,6	39,2	39,7	0,0	0,1
<b>Compte de capital</b>	27,6	71,7	30,7	47,1	23,5	-0,5	-0,2
Transferts de capital	27,6	71,7	30,6	47,0	23,5	-0,5	-0,2
Administration publique	14,6	58,3	17,2	32,7	10,1	-0,7	-0,4
Autre secteurs	13,0	13,3	13,4	14,3	13,5	-0,1	0,0
<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)</b>	-233,3	-94,2	-17,0	-154,3	-88,8	-0,4	4,2
<b>Compte financier</b>	4,6	-288,4	-91,0	-110,3	67,3	-1,6	-1,7
<b>Investissement direct</b>	0,9	2,1	4,9	2,7	-28,0	-11,5	-6,7
Titres de participation	-15,9	-14,5	-24,0	-24,8	-25,2	0,0	0,0
Instruments de dettes	16,8	16,6	28,9	27,5	-2,8	-1,1	-1,1
<b>Investissements de portefeuille</b>	-37,3	-39,9	-40,9	-43,4	-49,2	0,1	0,2
Titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,9		
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-37,3	-39,9	-40,9	-43,4	-46,3	0,1	0,1
<b>Autres investissements</b>	41,1	-250,7	-55,0	-69,6	144,5	-3,1	-3,6
Administrations publiques	-144,0	-67,4	-55,8	-37,4	-129,0	2,4	1,3
<b>Solde global</b>	-235,6	196,9	69,3	-46,1	-160,1	2,5	-3,3



### Le compte des transactions courantes

Le solde du compte des transactions courantes s'est amélioré de 44,0 milliards au troisième trimestre 2019, en ressortant en déficit de 112,4 milliards, après un déficit de 156,4 milliards au deuxième trimestre 2019. Cette évolution favorable est imputable à l'atténuation des déficits des échanges de biens et services et au compte de revenu primaire, en plus de la progression de l'excédent du compte du revenu secondaire au cours de la période sous revue.

Par rapport au troisième trimestre de l'année 2018 où il avait été observé un déficit courant de 215,9 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une amélioration de 95,4 milliards, imprimée par le compte des biens et services.

La balance des biens s'est améliorée en variation trimestrielle, en passant d'un déficit de 42,5 milliards au deuxième trimestre 2019 à un déficit de 12,4 milliards au troisième trimestre 2019. Cette évolution résulte d'une contraction des importations (-52,0 milliards, soit -10,1%) plus importante que celles des exportations (-21,9 milliards, soit -4,6%).

En variation annuelle, le déficit commercial s'est réduit de 119,5 milliards (-90,6%) au troisième trimestre 2019. Cette variation est en lien avec la progression des exportations (+90,8 milliards, soit +25,3%), accentuée par le repli des importations (-28,7 milliards, soit -5,8%). La progression des exportations est imprimée par l'or non monétaire (+65,1 milliards) et les graines et fruits oléagineux (+12,5 milliards), en dépit de la baisse des exportations de tomates (-3,1 milliards). Du côté des importations, les baisses notables ont été enregistrées au niveau des appareils électriques (-7,8 milliards), des hydrocarbures (-5,6 milliards), du riz (-5,5 milliards), des profils en fer ou en acier (-5,1 milliards), des produits thérapeutiques (-4,2 milliards) et des véhicules (-3,5 milliards).

Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 97,3% au troisième trimestre 2019 contre 91,7% au trimestre précédent et 73,1% au troisième trimestre de 2018.

Le déficit structurel de la **balance des services** s'est atténué de 6,4 milliards, passant de 77,5 milliards au deuxième trimestre 2019 à 71,0 milliards au troisième trimestre 2019. Cette évolution favorable s'explique par la baisse des importations de services de fret, en relation avec le repli des importations de marchandises (-10,1%). En glissement annuel, le déficit de la balance des services s'est également réduit (-11,6 milliards).

Le **compte du revenu primaire** s'est soldé par des sorties nettes de 67,8 milliards au troisième trimestre 2019, après des sorties nettes de 70,0 milliards au trimestre précédent, soit une amélioration de 2,1 milliards, imprimée notamment par la baisse des paiements au titre des intérêts de la dette publique extérieure de 5,3 milliards. En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est aggravé de 8,6 milliards.

L'excédent du **compte du revenu secondaire** s'est accru de 5,3 milliards, en ressortant à 38,9 milliards au trimestre sous revue, après un excédent de 33,6 milliards au deuxième trimestre de 2019. Cette évolution s'explique par l'accroissement des aides budgétaires (+6,6 milliards), aucun décaissement n'ayant été enregistré au cours du trimestre précédent. En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est détérioré de 19,0 milliards en lien notamment avec la contraction des appuis budgétaires (-2,5 milliards) et des envois des fonds des migrants (-10,3 milliards).

Le **compte de capital** s'est soldé par un excédent de 23,5 milliards, après une réalisation de 47,1 milliards au deuxième trimestre 2019, soit une détérioration de 23,5 milliards, principalement sous l'effet de la baisse des transferts en capital au profit de l'Administration publique. En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 10,0 milliards au cours du troisième trimestre 2019, contre 32,7 milliards au deuxième trimestre 2019, enregistrant une baisse de 22,7 milliards. Par rapport au niveau de 14,6 milliards mobilisés au troisième trimestre 2018, les dons projets au profit de l'Administration Publique ont baissé de 4,5 milliards, entraînant une détérioration du compte de capital de 4,0 milliards.

De l'évolution des comptes de transactions courantes et du compte de capital, il résulte un besoin de financement de l'économie burkinabè d'un montant de 88,8 milliards contre un **besoin de financement** de 109,3 milliards au trimestre précédent. Au troisième trimestre 2018, un besoin de financement de 188,3 milliards avait été enregistré.

Le **compte financier** a enregistré des sorties nettes de capitaux de 67,3 milliards, après des entrées nettes de 65,5 milliards au deuxième trimestre 2019, soit une détérioration de 132,8 milliards. Cette évolution du compte financier est imprimée par les autres investissements au titre desquels les sorties nettes de capitaux ont augmenté de 128,9 milliards pour se fixer à 144,5 milliards contre 15,6 milliards au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par l'accroissement des sorties de capitaux du secteur privé (-227,2 milliards), l'Administration publique ayant enregistré une progression de ses flux nets entrants (+98,3 milliards). Au cours de la période sous revue, les entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 7,8 milliards, contrairement aux entrées de capitaux au titre des investissements de portefeuille qui ont fléchi de 3,9 milliards.

En variation annuelle, le compte financier a enregistré une détérioration de 22,7 milliards par rapport aux sorties nettes de capitaux de 44,6 milliards au troisième trimestre 2018.

#### Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin septembre 2019, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 2.541,5 milliards, après des positions nettes débitrices de 2.344,2 milliards et 2.379,5 milliards, respectivement à fin septembre 2018 et fin juin 2019. Cette aggravation en variation trimestrielle de la position débitrice de 162,0 milliards est consécutive à une progression du stock de passifs financiers (+234,1 milliards), en dépit de la hausse du stock d'actifs financiers (+72,1 milliards).

Sources : B.C.E.A.O.

## COMMERCE EXTERIEUR

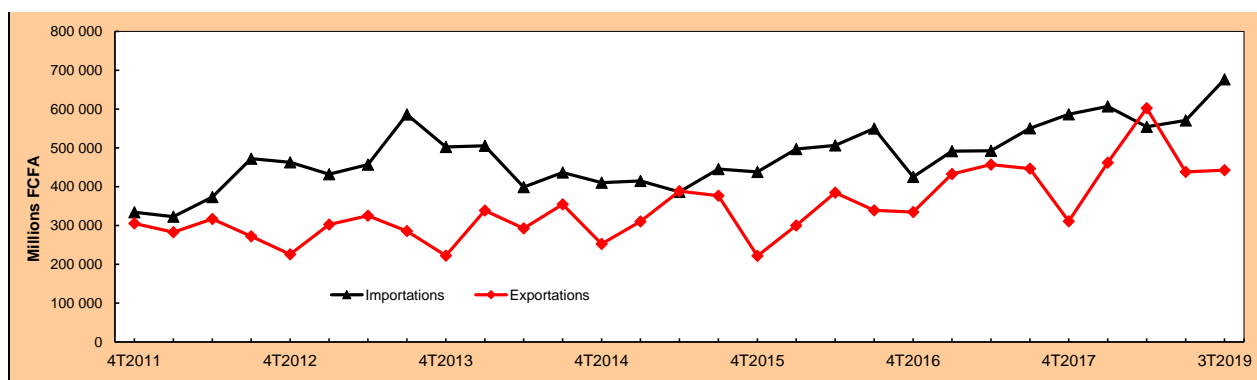
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>606 598,8</b>	<b>554 155,1</b>	<b>570 803,1</b>	<b>591 449,2</b>	<b>676 635,1</b>	<b>14,4%</b>	<b>11,5%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	5 383,2	4 750,9	7 248,7	5 619,1	6 470,7	15,2%	20,2%
Produits du règne végétal	37 007,0	31 331,7	35 511,5	36 735,9	38 047,5	3,6%	2,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 602,9	5 170,4	5 062,3	4 453,6	6 134,3	37,7%	9,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	30 091,8	28 905,6	25 968,2	27 626,6	30 987,0	12,2%	3,0%
Produits minéraux	187 765,2	161 545,7	169 825,5	169 124,0	221 335,0	30,9%	17,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	58 026,5	81 612,2	87 246,2	75 133,6	71 496,2	-4,8%	23,2%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	20 957,8	18 940,1	20 371,1	24 900,2	28 085,2	12,8%	34,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	227,4	512,2	1 786,2	262,7	452,8	72,4%	99,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 138,4	1 157,0	1 002,9	851,1	955,7	12,3%	-16,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	8 189,9	5 124,4	7 925,3	9 056,4	8 488,4	-6,3%	3,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 484,8	6 315,1	8 864,4	6 150,6	9 620,9	56,4%	28,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 488,1	1 166,9	1 752,2	1 575,0	2 081,1	32,1%	39,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	4 853,2	4 828,9	3 599,0	4 074,7	5 004,3	22,8%	3,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	85,4	75,5	55,6	85,5	135,7	58,6%	58,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	38 578,2	34 461,6	36 041,8	46 511,6	50 369,9	8,3%	30,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	129 113,6	98 480,3	91 128,1	109 029,4	123 389,2	13,2%	-4,4%
Matériel de transport	57 818,8	55 924,4	50 363,7	54 368,6	60 399,3	11,1%	4,5%
Instrumentes et appareils d'optique, de photographie...	4 959,1	7 731,0	6 730,3	7 902,6	5 244,6	-33,6%	5,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	1 261,3	134,8	3 662,4	3 060,3	49,7	-98,4%	-96,1%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 14,4% portant le niveau des importations de 591,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018 à 676,6 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2018. La hausse de la facture pétrolière de 52,2 milliards de FCFA et des importations des « Machines et appareils, matériels électriques et leur parties » de 14,4 milliards de FCFA ont été les leviers de cette évolution.

Comparativement au même trimestre de 2017, la même tendance a été observée avec une hausse de 11,5% soit 69,5 milliards de FCFA. La hausse de la facture pétrolière de 33,6 milliards de FCFA, des importations de « Produits des industries chimiques et industries connexes » de 13,5 milliards de FCFA et des « Métaux communs et ouvrages en ces métaux » de 11,8 milliards de FCFA ont imprimé leurs rythmes aux importations.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>461 664,1</b>	<b>602 205,5</b>	<b>438 152,9</b>	<b>315 140,4</b>	<b>442 718,3</b>	<b>40,5%</b>	<b>-4,1%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	207,2	565,0	266,5	226,3	176,0	-22,2%	-15,1%
Produits du règne végétal	31 871,0	97 080,1	84 915,6	14 931,0	43 610,6	192,1%	36,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	24 802,5	42 861,7	6 137,3	5 753,6	39 482,0	586,2%	59,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 859,0	3 281,0	2 379,7	2 829,3	5 545,0	96,0%	94,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 853,2	2 549,1	3 032,5	1 424,8	1 595,1	11,9%	-13,9%
Produits minéraux	99,5	401,9	82,0	171,3	97,3	-43,2%	-2,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 474,4	935,0	1 190,6	1 136,2	8 975,6	689,9%	508,8%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 126,4	85,6	84,7	162,3	1 882,6	1059,7%	67,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,5	8,8	56,1	66,6	15,7	-76,5%	2829,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	8,0	29,8	1,9	11,6	71,5	518,3%	793,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	1,6	91,8	20,9	48,0	69,9	45,5%	4378,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	77 248,1	132 549,8	23 896,7	1 178,4	22 515,1	1810,7%	-70,9%
dont coton fibre	75 832,6	132 101,9	23 051,5	194,7	21 620,9	11002,1%	-71,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	4,6	0,4	3,9	3,8	7,0	83,1%	51,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	59,2	79,1	75,8	13,4	5,3	-60,3%	-91,0%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	298 699,5	323 375,0	290 690,4	266 471,1	311 842,6	17,0%	4,4%
dont or	297 086,8	322 866,1	290 234,0	266 104,0	311 446,1	17,0%	4,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	35 183,3	35 954,5	23 336,8	20 014,9	35 714,3	78,4%	1,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	8 507,1	3 404,7	5 865,4	4 091,2	6 519,6	59,4%	-23,4%
Matériel de transport	2 088,0	1 492,0	1 423,3	1 548,4	3 718,5	140,1%	78,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	95,0	143,9	191,8	114,4	92,4	-19,2%	-2,8%
Marchandises et produits divers	210,8	106,4	309,5	612,7	174,1	-71,6%	-17,4%

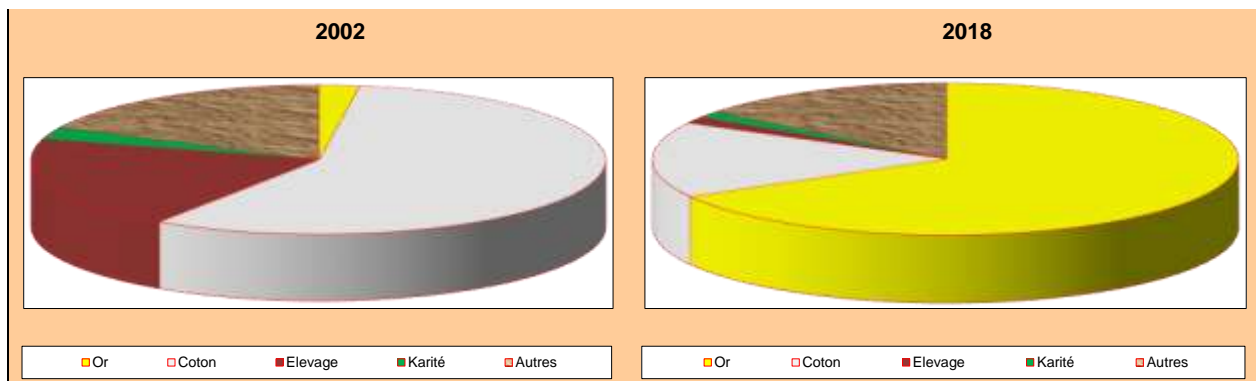


Au quatrième trimestre 2018, les exportations enregistrent une hausse de 40,5% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 315,1 milliards FCFA au troisième trimestre 2018 à 442,7 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations des produits du règne végétal, du coton fibre et d'or. En effet, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 45,3 milliards de FCFA, celles de coton fibre de 21,4 milliards de FCFA et celles des produits du règne végétal de 28,7 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la tendance s'est inversée avec une légère baisse de 4,1%, soit -19,0 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2017. Cette évolution est imputable principalement à la baisse des exportations du coton fibre. En effet, la baisse des exportations de coton fibre de 54,7 milliards de FCFA, n'a pas été compensée par la hausse des exportations de l'or non monétaire de 14,4 milliards de FCFA et de celles des produits du règne végétal de 11,7 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2002	2015	2016	2017	2018
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,3%	62,7%	64,1%	65,6%	66,8%
Part du coton dans total	57,0%	18,3%	16,1%	16,0%	16,1%
Part des produits de l'élevage dans total	20,1%	1,7%	1,4%	1,3%	1,4%
Part du karité dans total	2,8%	1,3%	1,6%	1,5%	1,5%
Part des autres produits dans total	17,8%	16,0%	16,8%	15,6%	14,3%

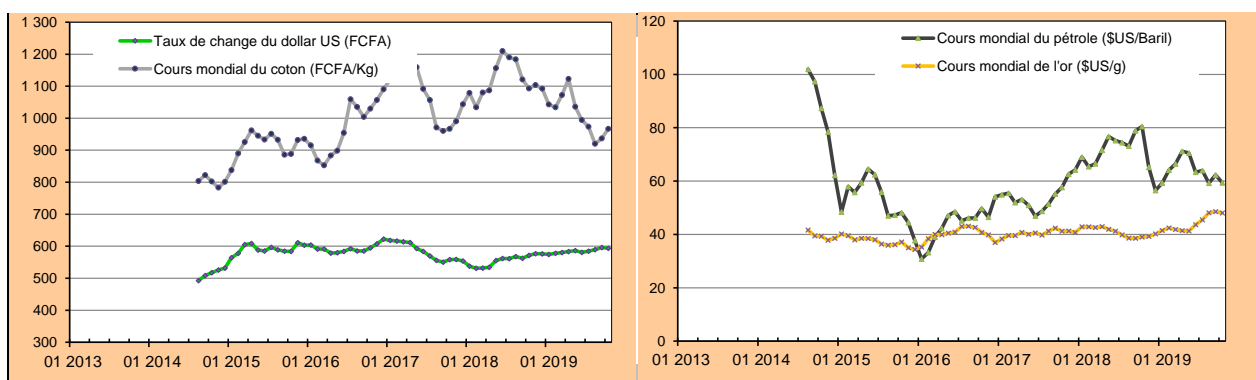


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 66,8% de la part des exportations en 2018. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 56,74 tonnes en 2018.

Source : MINEFID / INSD

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2018	2019	2019	2019	2019	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	574,8	577,6	583,7	590,1	593,5	0,6%	3,3%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	67,4	63,3	68,3	61,9	59,4	-4,0%	-11,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 907,5	1 817,4	1 800,7	1 599,3	1 628,8	1,8%	-14,6%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	39,5	41,9	42,1	47,4	48,1	1,4%	21,7%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	38,7	36,6	39,9	36,5	35,2	-3,5%	-9,0%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 096,5	1 049,8	1 051,1	943,7	966,7	2,4%	-11,8%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	22,7	24,2	24,6	28,0	28,5	2,0%	25,6%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,029	0,029	0,026	0,026	0,027	6,1%	-5,1%



**- Taux de change du dollar :**

Sur le marché des changes, le **dollar américain poursuit toujours son regain entamé au premier trimestre 2018 vis à vis du FCFA** avec une hausse de 1,1% de sa valeur en rythme trimestriel au troisième trimestre de l'année 2019. En moyenne, le dollar s'est échangé à 590,1 FCFA au troisième trimestre 2019 contre 583,7 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est au-dessus de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en hausse de 4,7% ce trimestre comparativement au troisième trimestre de 2018. L'appréciation du dollar vis-à-vis du FCFA s'expliquerait par l'effet négatif du repli des fondamentaux de l'Euro (croissance négative des pays de la zone) mais aussi par une anticipation du resserrement monétaire aux Etats-Unis.

**- Prix des produits exportés :**

**Baisse toujours soutenue du cours du coton sur les marchés mondiaux.** Il est en baisse de 11,2% au troisième trimestre 2019 en revenant à 1599,3 dollars la tonne contre 1800,7 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a diminué de 22,6% dû à cette tendance baissière entamée depuis deuxième trimestre 2018. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 943,7 FCFA le kilogramme, contre 1051,1 FCFA au deuxième trimestre 2019, soit une hausse de 10,2%. De même, en glissement annuel, le prix de la tonne de coton en Francs CFA est en baisse de 18,9%. Le niveau du cours de la tonne de coton reste fortement influencé par l'absence d'accord américano-chinoise et la perspective de nouvelles taxes sur les importations de la Chine aux Etats-Unis.

**Poursuite de la hausse du cours de l'or entamée depuis le quatrième trimestre 2018.** Le cours du métal jaune a été caractérisé par la poursuite de son regain au troisième trimestre 2019 avec une hausse de 12,5% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 47,4 dollars le gramme contre 42,1 dollars au deuxième trimestre 2019. Sur la base annuelle, le cours de l'or dépasse nettement le niveau du même trimestre de l'année passée avec une hausse de 21,5% au troisième trimestre 2019. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 27 976 francs le gramme, en augmentation de 13,8% en rythme trimestriel et de 27,3% en glissement annuel. Le niveau du cours de l'once d'or demeure fortement influencé par le haut niveau d'incertitude actuelle au niveau commercial, financier, économique, politique et écologique mondial.

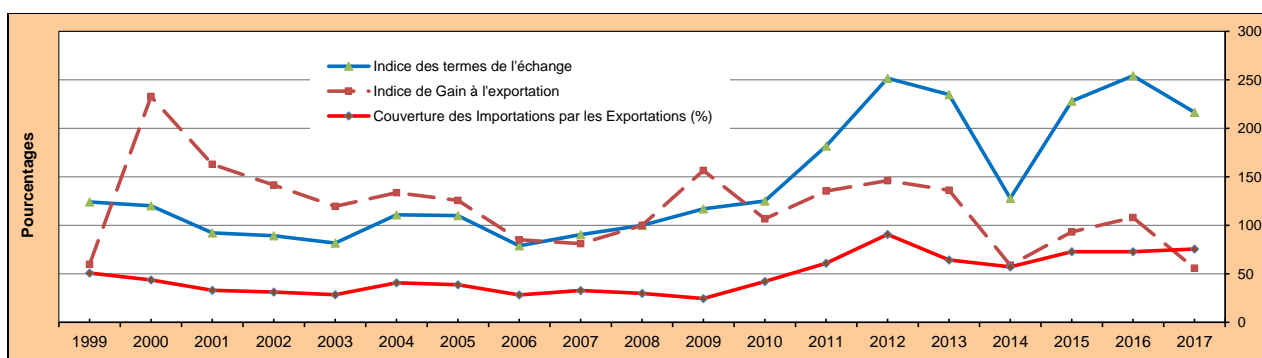
**- Prix des produits importés :**

**Sur le marché du pétrole, le troisième trimestre 2019 a connu la reprise de la tendance baissière des cours.** Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 61,9 dollars au troisième trimestre 2019 contre 68,3 dollars le trimestre précédent, correspondant à un repli de 9,5%. De même, en glissement annuel, il a enregistré une contraction de 18,0% au troisième trimestre 2019. Exprimé en franc FCFA, il est aussi en baisse de 8,5% en rythme trimestriel et une baisse de 14,2% en glissement annuel. L'évolution du cours du baril de pétrole s'expliquerait principalement par les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran mais aussi par la décision de l'OPEP de maintenir son pacte de maîtrise de la production, prolongé de neuf (09) mois après leur réunion du 1er juillet 2019.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	Var. 2017	
						Var./2016	Var./2015
Indice prix à l'exportation	234,3	207,3	231,2	160,7	178,3	11,0%	-22,9%
Indice prix à l'importation	117,3	90,9	90,9	94,0	82,3	-12,5%	-9,5%
Indice des termes de l'échange	127,8	228,1	254,2	170,9	216,6	26,7%	-14,8%
Indice de gain à l'exportation	59,0	93,1	108,0	44,1	55,8	26,5%	-48,4%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	57,2	72,8	72,9	75,6	75,7	0,1%	3,8%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013.

En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 76,1% en 2016 et 74,9% en 2017 et 2018. Cependant, le taux de couverture est passé à 108,7% au premier trimestre 2018.

Source : MINEFID / INSD

## Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOciété NATIONALE de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### **Elevage :**

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

### **Monnaie :**

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### **Commerce extérieur:**

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si  $ITE < 100$  on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si  $ITE > 100$  on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

### **Soldes d'opinions:**

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

### **Moyenne quinquennale:**

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où  $X_{n,i}$  représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$



## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
<b>RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka</b>	Coordonnateurs généraux	INSD
<b>KABORE, Barbi</b>	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>PALE, Eric</b>	Prix des produits agricoles	SONAGESS
<b>GUIGMA, Alidou</b>	Soldes d'opinions	INSD
<b>SOME, Sankar Placide</b>	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
<b>KABORE, W. Denis</b>	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
<b>PALE, Eric</b>	Production de l'agriculture	SONAGESS
<b>DINDANE, Issaka MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave</b>	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
<b>TRAORE, Sibiri</b>	Situation monétaire	BCEAO
<b>TRAORE, Sibiri</b>	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
<b>OUEDRAOGO, Dansané</b>	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
<b>TOUGMA, Jean Gabriel</b>	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP